

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1790

2 septembre 2010

SOMMAIRE

Accura Strategie	85881	Jesa S.A.	85915
ACLF Co-Invest / Lyondell Sàrl	85916	Karlbo Associates S.A.	85918
ACLF / Lyondell Sàrl	85916	Les Marres Investissement	85876
ACP Auto Carrosserie et Peinture S.à.r.l.	85916	Lubesa SA	85878
ACP Occasions S.à r.l.	85917	Lux Investcom SA	85879
Albion 1 S.à r.l.	85910	Luxroyal Management S.A.	85914
Alexander Investments S.A.	85912	Melus SPF S.A.	85876
All Car Services S.A.	85882	Meridium Financial S.A.	85880
AltaLux Italy S.à r.l.	85910	Nimie S.A.	85880
Amas Holding	85875	Nord-Finance	85880
Ambiance Sun	85917	P2C Investments S.A.	85879
Andrea S.A.	85908	Pharmaceutical Enterprises	85881
Apollo Asia (Lux) SPV S.à r.l.	85917	Piramid Investment Solutions S.A. SPF ..	85877
Autumnleaf S. à r.l.	85916	Pramerica Real Estate Investors (Luxem- bourg) S.A.	85913
Big Smile S.A.	85915	Publi Europe S.A.	85879
BP Capellen S.à r.l.	85911	Qarlbo Associates S.A.	85918
BP Luxembourg S.A.	85920	SB-Finance	85916
Crest Capital S.A.	85911	Sigma Conso Luxembourg S.A.	85912
Digital Assets Group S.A.	85909	Société de Promotion pour le Développe- ment des Activités de Services	85881
Ditco Participations S.A.	85875	Socofigest Investment	85881
ESAF - ETF	85882	SR Property Investments S.A.	85874
Fortuna Select Fund	85910	Stanley Invest Holding S.A.	85882
Fuchs Invest	85876	Tramacor S.A.	85917
GED S.A.	85878	UBS (Lux) Bond Sicav	85877
Gemini Holding SA	85911	UBS (Lux) Equity Sicav	85875
Global Corporate Investments S.A.	85909	Verdi	85908
Group Arte S.A.	85874	von der Heydt Kersten Invest	85907
Hazel S.A.	85874	von der Heydt Kersten Invest	85880
Henfin S.A.	85913	von der Heydt Kersten Invest	85908
Immobilière des Sables S.A.	85909	von der Heydt Kersten Invest	85909
Integra Consultancy Services S.A.	85914	Zola Investments S.A.	85908
Integra Consultancy Services S.A.	85915		
Investment Solutions	85878		

Hazel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 79.207.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *04 octobre 2010* à 12:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 22 juin 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010114453/696/15.

SR Property Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 129.804.

Les actionnaires et obligataires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *20 septembre 2010* à 10h00 au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes ;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2010, affectation des résultats ;
3. délibération quant aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
4. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes ;
5. divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2010114925/1017/16.

Group Arte S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 55.956.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

tenue de manière extraordinaire qui se tiendra au siège social le *21 septembre 2010* à 14.00 heures et qui comporte l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Remplacement du Commissaire aux Comptes et fixation de la durée de son mandat.
2. Présentation et approbation des rapports de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux Comptes relatifs aux exercices clos aux 31.12.2004, 31.12.2005, 31.12.2006, 31.12.2007, 31.12.2008 et 31.12.2009.
3. Approbation des comptes annuels des exercices clos aux 31.12.2004, 31.12.2005, 31.12.2006, 31.12.2007, 31.12.2008 et 31.12.2009.
4. Affectation des résultats des exercices 2004, 2005, 2006, 2007, 2008 et 2009.
5. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'accomplissement de leur mandat.
6. Composition du Conseil d'Administration.
7. Renouvellement des mandats des administrateurs et de l'administrateur-délégué.
8. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010117220/23.

Amas Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 22.573.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 21 septembre 2010 à 10:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 mars 2008, 2009 et 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010118227/795/15.

Ditco Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 40.033.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

reportée qui se tiendra le 20 septembre 2010 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010118228/795/16.

UBS (Lux) Equity Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 56.386.

Die Aktionäre der UBS (Lux) Equity Sicav sind zur

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG DER GESELLSCHAFT

eingeladen, die am Montag, den 20. September 2010 um 11:00 Uhr an deren Geschäftssitz stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Mai 2010
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates, der Geschäftsleitung und des Abschlussprüfers
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung berechtigt. Die Aktionäre können einen schriftlich bevollmächtigten Vertreter an ihrer Stelle senden.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesen-

heitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. 33 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2010118226/755/33.

Les Marres Investissement, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 117.953.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le *20 septembre 2010* à 10:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010118229/795/17.

Melus SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 98.477.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *21 septembre 2010* à 13:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010118230/795/15.

Fuchs Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 93.660.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV FUCHS INVEST à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le *20 septembre 2010* à 11.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Modification de la dénomination sociale de la SICAV en FUCHS CALYPSO SELECT
2. Nomination de Monsieur Henri BAEKELAND, Administrateur de la SICAV

L'Assemblée ne délibérera valablement sur le point 1 de l'ordre du jour que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires exprimées.

L'Assemblée délibérera valablement sur le point 2 de l'ordre du jour quelle que soit la proportion du capital présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité simple des voix des Actionnaires exprimées.

Des Procurations sont disponibles auprès du siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010118231/7/19.

UBS (Lux) Bond Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 56.385.

Die Aktionäre der UBS (Lux) Bond Sicav sind zur

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am Montag, den 20. September 2010 um 11:30 Uhr an deren Geschäftssitz stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Mai 2010
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates, der Geschäftsleitung und des Abschlussprüfers
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung berechtigt. Die Aktionäre können einen schriftlich bevollmächtigten Vertreter an ihrer Stelle senden.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. 33 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2010118232/755/33.

Piramid Investment Solutions S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 116.944.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 9:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112289/1267/13.

Investment Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 87.158.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 10:50 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du lundi 5 juillet 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112282/1267/15.

Lubesa SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 82.407.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 10:40 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du jeudi 24 juin 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112283/1267/15.

GED S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 60.291.

The shareholders are hereby convened to the

ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on *September 13, 2010* at 4.40 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Management report of the board of directors and report of the supervisory auditor.
2. Approval of the annual accounts as of December 31, 2009.
3. Appropriation of results as of December 31, 2009.
4. Discharge to the directors and to the supervisory auditor for the performance of their mandates during the related fiscal year.
5. Reappointment of Mr. Xavier SOULARD as director until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2016.
6. Discharge to the director and chairman of the board of directors, Mr. Eric MAGRINI, whose mandates have expired and will not be renewed.
7. Discharge to the director, Mr. Philippe TOUSSAINT, whose mandate has expired and will not be renewed.
8. Appointment of Mr. David GIANNETTI, company director, born in Briey (France), on December 19, 1970, residing professionally in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as director until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2016.
9. Appointment of Mr. Vincent TUCCI, company director, born in Moyeuve-Grande (France), on July 26, 1968, residing professionally in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as director until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2016.

10. Reappointment of the private limited company COMCOLUX S.à r.l. as supervisory auditor until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2016.
11. Sundry.

The board of directors.

Référence de publication: 2010114451/29/30.

P2C Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 5, Z.A.I. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 120.232.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les bureaux de la Fiduciaire Centrale du Luxembourg, sis 4, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg, le vendredi 10 septembre 2010 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes des exercices clos aux 31 décembre 2007, 31 décembre 2008 et 31 décembre 2009.
2. Présentation et approbation des comptes annuels des exercices clos aux 31 décembre 2007, 31 décembre 2008 et 31 décembre 2009.
3. Affectation du Résultat.
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010113842/503/19.

Publi Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 33.068.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 8:10 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112290/1267/13.

Lux Investcom SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 81.370.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 10:10 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du mercredi 9 juin 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112284/1267/15.

Meridium Financial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 116.222.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 9:10 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du mardi 11 mai 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112285/1267/15.

Nimie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 32.362.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 10.30 heures au siège de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du vendredi 18 juin 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112286/1267/15.

von der Heydt Kersten Invest, Fonds Commun de Placement.

Das konsolidierte Sonderreglement des von der Heydt Kersten Invest - Geldmarkt Fonds zum 26. Juli 2010 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Als Verweis zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010117088/8.

(100132200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Nord-Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 37.445.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 9:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du mardi 18 mai 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112287/1267/15.

Pharmaceutical Enterprises, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 48.294.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 8:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du vendredi 9 avril 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112288/1267/15.

Accura Strategie, Fonds Commun de Placement.

Das konsolidierte Verwaltungsreglement zum 23. Juli 2010 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Als Verweis zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010117086/8.

(100132194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Socofigest Investment, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 72.043.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du jeudi 3 juin 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112292/1267/15.

S.P.D.A.S., Société de Promotion pour le Développement des Activités de Services, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 15.683.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 8:40 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du jeudi 15 avril 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112291/1267/16.

All Car Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 34.943.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 8.50 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112304/1267/13.

Stanley Invest Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 88.828.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du mardi 13 juillet 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112293/1267/15.

ESAF - ETF, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 155.049.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the eighteenth day of August
Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Capital Mais - Assessoria Financeira S.A., having its registered office at Av. Alvares Cabral n°41, P-1250 Lisbon, represented by Cécile Gadsisseur, private employee, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 17th August 2010.

This proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a société anonyme which is hereby formed:

Art. 1. The Company. There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares, a company in the form of a public limited company "société anonyme" qualifying as an investment company with a variable capital "société d'investissement à capital variable - SICAV" under the name of "ESAF - ETF" (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation as prescribed in Article 31.

Art. 3. Object. The exclusive object of the Company is the collective investment of its funds in transferable securities of all kinds and other liquid assets with the aim to diversify the investment risks and to have its shareholders benefit from the results of the management of its assets, in accordance with Article 41 paragraph 1 of the law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment (the "Law of 2002"). The Company may take any measures and carry out any

operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2002.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company is established in Senningerberg, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad, by resolution of the board of directors of the Company (the “Board”).

In the event that the Board determines that events of force majeure have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which will remain a Luxembourg company.

Art. 5. Share Capital - Shares. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value (the “Shares”) that shall, at any time, be equal to the total net assets of the Company.

The minimum capital of the Company shall amount to the equivalent of one million two hundred and fifty thousand Euro (1,250,000 Euro).

The Company constitutes one sole legal entity and each of its investment portfolios will be deemed to be a separate entity. The assets of each investment portfolio are only liable for the debts, engagements and obligations of that investment portfolio.

The Board is authorised without limitation to issue shares at the issue price at any time in accordance with Article 26 hereof, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board may delegate to any director of the Company (a “Director”) or to any other duly authorised person, the duty to accept subscriptions and receive payment for such new Shares, to issue and to deliver these.

Such Shares may, as the Board shall determine, form different investment portfolios (each a “Sub-Fund”) which may, as the Board shall determine, be denominated in different currencies. The Board may also determine that within each such Sub-Fund two or more categories of shares may be issued (“Category of Shares”), having specific features such as a specific distribution, or accumulation policy shares, with specific fee structures, specific reference currency or any other specific features, as determined by the Board and set forth in the prospectus of the Company.

The proceeds of the issue of each Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 3 in securities (“Securities”) and/or in other liquid assets, which correspond to the geographic region, industry sector or currency areas and the prescriptions concerning specific forms of shares or fixed or variable income securities, that the Board shall from time to time determine in respect of the concerned Sub-Funds.

The Company may from time to time issue bonus shares, by way of a stock split resulting in a decreased net asset value per share.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the Sub-Funds expressed in Euro.

Art. 6. Bearer Shares and Registered Shares. The Board may decide that shares shall be issued in registered and/or in bearer form. Certificates of ownership for bearer shares shall be issued in such denominations as the Board shall decide. Bearer shares for distributing shares must be accompanied by appropriate coupons. If a shareholder holding bearer shares requests the delivery of physical bearer share certificates or the exchange of his certificates for certificates in other denominations or into registered shares (or vice versa), the usual costs may be charged to him.

In case of registered shares, or if the Board decides that no physical share certificates shall be issued for a given Sub-Fund or if a shareholder does not request such physical share certificate, a confirmation of ownership shall be issued. If a shareholder holding registered shares requests that a confirmation of ownership or a share certificate be issued, the customary costs will be charged to him.

Registered shares may be issued in fractions of shares, which may be rounded in accordance with the provisions of the prospectus of the Company. No fractions of shares shall be issued for bearer shares.

Share certificates shall be signed by two Directors or by one Director and an official duly authorised by the Board for such purpose.

Signatures of the Board may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorised official shall be manual.

The Company may issue share certificates or confirmations of shareholding in such form as the Board may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Article 26 hereof. The subscriber will obtain delivery of Share certificates or, as aforesaid, a confirmation of his shareholding within ordinary bank terms..

Payments of dividends to shareholders will be made, as far as registered shares are concerned, to shareholders at their address in the register of shareholders (“the Register”) or to such address as has been notified to the Company in writing;

in respect of bearer shares, payment will be remitted against tender of the appropriate coupons at the paying agents appointed by the Company.

A Dividend that has been declared, but has not yet been paid to a distributing bearer share in particular if no coupon, may not be claimed by an owner of such a share, after 5 years starting from the dividend declaration, and will be attributed to the respective Sub-Fund of the Company. No interest will be paid, on dividends declared as from the mature date on which they become due.

The owners of all issued registered Shares of the Company shall be registered in the Register which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Board. Such Register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number, Sub-Fund and category of Shares held by him. Every transfer or redemption of a share shall be entered in the Register upon payment of a customary fee as shall be determined by the Company for such registrations.

Shares shall be free from any restriction on the right of transfer and from any lien in favour of the Company.

The transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the bearer share certificate.

The transfer of registered shares shall be effected by registration of the transfer in the Register upon delivery to the Company of the certificate or certificates (if any) representing such shares, along with other instruments of transfer satisfactory to the Company.

All notices and announcements from the Company to the registered shareholders may be sent to the address that has been entered in the Register. In the event that such shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register. The Company may then assure that the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be determined by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

In the event that fractions of shares have been issued, such fraction shall be entered into the Register. Such fraction of share shall not carry a vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend and liquidation proceeds. In respect of bearer shares, only share certificates representing full shares shall be issued.

Art. 7. Lost And Damaged Certificates. If any bearer shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void. The Company may, at its election, charge the shareholder the expenses incurred in issuing a duplicate or a new share certificate.

Art. 8. Restrictions On Shareholding. The Board shall have the power to impose such restrictions on Shares (other than restrictions on transfer of Shares) as it may think necessary to ensure that no shares of the Company or any Sub-Fund or category of shares in the Company are acquired or held by a prohibited person ("Prohibited Person"):

(a) that is in breach of the laws or requirements of any country or governmental or regulatory authority or that is excluded from the holding of Shares according to the provisions of the prospectus,

(b) the Shareholder of which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered.

The Company may in this respect restrict or exclude the shareholding by a Prohibited Person. For such purpose, the Company may:

(a) decline to issue any Shares or refuse to register the transfer of shares until it is satisfied whether such issue or registration would result in such share being directly or beneficially owned by a person who is precluded from holding shares in the Company;

(b) at any time require any person whose name is entered in the Register of shareholders to furnish it with any information, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a person who is precluded from holding shares in the Company; and

(c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of shares and if such person does not transfer its shares to an authorised person, the Company may compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") to the shareholder bearing such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served to such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the Register of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates

representing the shares specified in the Redemption Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and his name shall be deleted in the share Register;

(2) The price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount equal to the value of the shares of the relevant Sub-Fund and category, determined in accordance with Article 25 hereof, less a redemption fee in accordance with Article 23 if applicable;

(3) payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant Sub-Fund or category of shares and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest).

(4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Art. 9. Powers of the General Meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The resolutions of the shareholders are binding on all shareholders, independent from the Sub-Fund or the share category, as far as these resolutions do not interfere with the rights of separate shareholder meetings of a specific Sub-Fund or share category in accordance with the provisions below.

The general meeting of shareholders shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

In the event that the Company is composed of one sole shareholder, the sole Shareholder will be vested with all powers of the general meeting of shareholders.

Art. 10. General Meetings. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting. The annual general meeting shall be held every year on the last Wednesday in May at 10:00. If such day is not a business day in Luxembourg, the general meeting takes place on the following business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 11. Separate Meetings of Shareholders. Separate meetings of shareholders relating to a Sub-Fund or a category of shares may be convened upon decision of the Board. The quorum and majority requirements laid down in article 12 below shall apply mutatis mutandis. A separate meeting of shareholders may decide on any matters which relate exclusively to the relevant Sub-Fund or category that are not by law or by these Articles attributed to the general meeting of shareholders or to the Board. Resolutions of separate meetings of shareholders may not affect the position of the shareholders of other Sub-Funds or categories of shares.

Art. 12. Quorum and Votes. The notice periods and formal requirements laid down by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company.

Each whole share of whatever Sub-Fund or category of shares and regardless of the net asset value per share within the Sub-Fund or category is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or telefax message or in any other form determined by the Board.

Except as otherwise required by law or herein, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes of shares represented, and voting. The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If the Company has only one Shareholder, this will exercise all rights which are attributed to Shareholders by the Law of 1915 or herein. Resolutions of the sole Shareholder shall be documented in writing.

Art. 13. Convening Notices. The annual general meeting of Shareholders or other meetings of Shareholders will meet upon call by the Board, pursuant to a notice setting forth the agenda. Such notice will be sent at least 8 days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the Register, together with the reports of the Board and of the external independent auditor and the annual report. Such documents shall be made available for ins-

pection at the registered office of the Company 15 days before the date of the annual general meeting of shareholders. If bearer shares have been issued, the convening notice must be published in the “Mémorial Recueil des Sociétés et Associations Luxembourg”, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers of countries in which the shares are offered to the public as the Board may decide.

Art. 14. The Board. The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members who need not be shareholders of the Company. The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period of up to six years and their election may be renewed. In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

A Director may be withdrawn and/or replaced by shareholders' vote at any time with or without reason. At the General Meeting of Shareholders only a person which was part of the Board until then, may be elected as a member of the Board, unless this person

1) is proposed by the Board for election, or

2) a shareholder with voting power at the General Meeting of shareholders, which elects the Board, proposes to the Chairman - or if this is impossible to another member of the Board - by written notice his intent, at least six days and at most 30 days before the designated date of the General Meeting, a different person than itself to election or re-election, together with a written confirmation of that person, to present itself at election, where the Chairman of the General Meeting under the condition of unanimous consent of all present shareholders, may waive the confirmation described above and propose the concerned person to election.

Art. 15. Proceedings of Directors. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The first chairman may be appointed by the general meeting of shareholders.

The chairman shall preside at all meetings of the Board. In his absence, the Board appoints any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The Board shall meet upon call by the chairman or by any two Directors at the place indicated in the notice of meeting, which shall contain the agenda of the meeting.

Notice of any meeting of the Board shall be given in writing or by cable, telegram, telex or telefax to all Directors at least twenty four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of urgency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting.

Unless otherwise provided herein, the Directors may only act at duly convened meetings of the Board.

This notice may be waived by the consent of each Director. No notice shall be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing another Director as his proxy. A Director may represent one or more other Directors. The proxy shall be given in writing or by cable or telegram or telex or telefax or in any other form determined by the Board.

Unless otherwise provided herein, the Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors are present or represented, which may be by way of a telephone conference call or video conference call or in any other form determined by the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a circular resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the Directors.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company in whole or in part to any Director or to third persons. Such power may be withdrawn at any time.

The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit.

The Board may decide to appoint a consultative committee to assist it in the conduct of the Company's business. Such consultative committee shall not be entitled take any binding decisions on its behalf.

Art. 16. Minutes of Board Meetings. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman and a Director or the secretary of the Board. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, by two Directors, or by the secretary and a Director.

Art. 17. Determination of Investment Policy. The Board shall have the broadest powers to perform all acts necessary and useful for accomplishing the Company's object and all powers not expressly reserved by law or these Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

Under the exception of the powers attributed by these articles to the general meeting of shareholders and in accordance with the above mentioned restrictions the Board shall, based upon the compliance with the investment restrictions

provided for by law, regulation or resolution of the Board and upon the principle of spreading of risks, have, inter alia, the power to determine the investment policy and investment restrictions applicable to each Sub-Fund.

The Board of the Company may decide to invest the assets of the Company as described below:

(a) In transferable securities and money market instruments:

- which are dealt on a regulated market (as described in Article 1 of the Law of 2002);
- which are dealt on another regulated market of a Member State of the European Union ("EU"), that is operating regularly, is recognised and is open to the public,
- which are admitted to official listings on stock exchanges in third countries or on a regulated market on a third country, which is recognised, open to the public and which is operating regularly. In this context, "Third Country" means every country in Europe which are not a member states of the EU and all countries of North and South America, of Africa, Asia and the Pacific region.

(b) In securities and money market instruments of initial public offering, insofar that the offering conditions provide that the admission to the official listing at a stock exchange or on a regulated market, as described in a), which is recognised, open to the public and which is operating regularly and the admission is obtained one year after the initial public offering at the latest.

(c) In units of UCITS or other UCI authorised by Directive 85/611/EEC, amended by Directives 2001/107/EEC and 2001/108/ECC ("Directive 85/611/EEC") within the meaning of Article 1, paragraph (2) first and second indents of Directive 85/611/EEC domiciled in a member state of the EU or a Third Country, provided that:

- such other UCIs are authorized under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;
- the level of protection for unitholders in the other UCIs is equivalent to that provided for unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on assets segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 85/611/EEC, as amended;
- the business of the other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;
- no more than 10 % of the UCITS' or other UCIs' assets, whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, be invested in units of other UCITS or other UCIs;

(d) In deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in an EU Member State or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

(e) In money market instruments other than those dealt in on a regulated market, which fall under Article 1 of the 2002 Law, if the issuer or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of an EU Member State, the European Central Bank, the EU or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong or;
- issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets referred to in subparagraphs (a) above, or;
- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law, or;
- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least EUR 10 million and which presents and publishes its annual accounts in accordance with Directive 78/660/EEC (1), is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

(f) In financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market as further described under a) and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter ("OTC derivatives"), provided that:

- the underlying consists of instruments according to Article 41 paragraph 1 of the Law of 2002, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives;
- the counterparties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF and;

- the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company's initiative.

The Company may invest up to a maximum of 10 % of the net asset value in any third party fund or Sub-Fund which invest in other securities and money market instruments than described under (a) to (e) and, provided that no investments in target funds are authorised in the special part of the prospectus, a maximum of 10% of the net asset value of any Sub-Fund (i.e. units in UCITS and/or other UCI according to c) above).

The Company may invest 10% of the net asset value of any Sub-Fund in instruments and money market instruments of one and the same issuer. The Company may invest only 20% of the net asset value of every Sub-Fund in assets of one and the same institution. This limit is raised to 35 % if the transferable securities or money market instruments are issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, by a non-Member State or by public international bodies to which one or more Member States belong.

The upper limit for investments in shares and/or bonds with one and the same issuer referred to in the previous paragraph may not be increased to more than 20% if the investment strategy of a Sub-Fund is to track a certain share or bond index recognized by the CSSF; it is a requirement of this that:

- the composition of the index is sufficiently diversified;
- the index presents an adequate reference basis of the market to which it refers;
- the index is published in an appropriate fashion.

The limit specified in the above paragraph is 35%, where this is justified on the basis of unusual market conditions, particularly in regulated markets which are heavily dominated by certain securities or money market instruments. An investment up to this upper limit is only possible with a single issuer.

By derogation to the preceding paragraphs, the Company may invest up to 100 % of the assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the prospectus of the Company, by another member State of the OECD or public international bodies of which one or more Member States are members, provided that such securities are part of at least six different issues, and securities from any one issue do not account for more than 30% of the total assets of such Sub-Fund.

In addition, and notwithstanding the prospectus in force from time to time, the Company will comply with all other restrictions, which are issued by the supervisory authorities of countries, where the shares are offered for public distribution.

In the event that an amendment to the Law of 2002 will lead to material deviations, the Board may decide to apply such new provisions.

Art. 18. Directors' Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a material interest in, or is a Director, associate, officer or employee of such other company or firm.

Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall declare such material interest to the Board and shall not consider or vote on any such transactions.

Such transactions and interest of a Director or officer shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

In the event that the Company is composed of one sole shareholder the preceding paragraph is not applicable, but any transaction entered with its manager, having a personal interest contrary to that of the Company shall only be recorded in writing.

The foregoing provisions do not apply if and when the relevant transactions are entered into under fair market conditions and fall within the ordinary course of business of the Company.

The term "personal interest", as used herein, shall not include any interest that only results as the transaction concerns ESAF Group (or any direct or indirect affiliated company thereof) or any other company determined by the Board.

Art. 19. Indemnity. The Company will indemnify any director or officer, or their heirs, executors or administrators, against expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at the Company's request, of any other company with which the Company is contractually linked or of which it is a creditor or from which he is not entitled to be indemnified. Excepted are matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be

indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 20. Representation. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or - in the event the Board issued such resolutions - by common signature of a member of the Board with an officer, proxy holder or any other representative respectively by single signature of other individuals of specific transactions, which have been authorised by a resolution of the Board or two Board members.

Art. 21. Auditor. The general meeting of shareholders shall appoint an independent auditor "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by Article 113 of the Law of 2002.

Art. 22. Redemption and Switching of Shares. As is more especially prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the limitations set forth by law in relation to the minimum capital.

Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company on a Dealing Day (as defined below). If redemption requests for more than 10% of the Net Asset Value are received, then the Company shall have the right to limit redemptions so they do not exceed this threshold amount of 10%. For the purpose of this article, conversions are considered as redemptions.

If on any Dealing Day the Company receives requests for redemptions or conversions of a greater value of Shares, it may declare that such redemptions or conversion may be deferred.

These redemption and conversion requests will be treated in priority to later requests.

The redemption price will be paid normally within five banking days in Luxembourg after the concerned dealing day or, later, after the receipt of the certificates (when these are issued). The redemption price will be calculated on the base of the net asset value per share of the concerned Sub-Fund in accordance with the provisions of article 25 herein, less a redemption charge, as may be decided by the Board from time to time and described in the current prospectus.

Under consideration of all other provisions which are authorised by hereof, and in the event of extraordinary circumstances, the Board may take such measures that the Board considers appropriate to protect the interest of the investors under consideration of the respective circumstances. These exceptional measures may include for example, but not limited to, the application of a "spread" or a "dilution" charge, which must be paid by the investors who apply for the redemption of their shares, or any other measures which the Board considers in a specific situation as legitimate and always in accordance with the applicable law and supervisory regulations and proceedings and as fully described in the prospectus of the Company.

Payment of redemption proceeds may be delayed if, due to any exceptional circumstances, the liquidity of the Sub-Fund will not suffice, the payment will be executed as soon as possible, but, as far as legally possible without any interests.

Redemption requests must be filed by the shareholder in writing with the registered office of the Company in Luxembourg or with a distributing agent, on the relevant date and before the relevant redemption deadline, as set forth in the prospectus. The certificates must be accompanied by all not mature coupons. A redemption request in proper form is irrevocable unless and during a period of suspension or deferral of suspension. Redeemed share will be cancelled.

Unless otherwise stated in the Special Section of the Prospectus, shareholders will not be entitled to switch within a given class of shares or Sub-Fund all or part of their Shares relating to other Sub-Funds or Classes of Shares.

If switching is allowed, shareholders may request the conversion of some or all of their shares, into shares of another Sub-Fund on a Dealing Day common to both Sub-Funds, or, within a Sub-Fund, a conversion between different share categories, according to the conversion formula described in the prospectus and following the principles and if applicable restrictions as they have been decided by the Board for each Sub-Fund.

The Board is authorised subject to the conversion of shares of one Sub-Fund into shares of another Sub-Fund or, within a Sub-Fund, into another share category to restrictions and conditions, which are outlined in the current prospectus. The Board may in particular:

- limit the frequency of conversion requests;
- charge a fee for the conversion between share categories respectively into shares of different Sub-Funds;
- exclude the conversion between share categories within a Sub-Fund or between different Sub-Funds;

In the event, that for any reason, the total value of the net asset value of all issued shares of the Company falls below a certain value as specified in the prospectus of the Company, the Company may inform by written notice all the shareholders that after an appropriate notice all shares will be redeemed at the net asset value on the dealing day determined for such purpose (less any transaction costs as may be determined by the Board or other fees as described in the prospectus, as well as the liquidation costs) subject to any legal provisions on a dissolution of the Company.

In the event that, for any reason, the value of the total net assets of any Sub-Fund, declines to, or fails to reach, an amount determined by the Board to be the minimum appropriate level for the relevant Sub-Fund, or in the event that the Board deems it appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the relevant Sub-Fund, or because it is in the best interests of the relevant shareholders, the Company may redeem all (but not some) of the Shares of the Sub-Fund at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs of closing the relevant Sub-Fund, but without the application of any redemption charge, or may merge that Sub-Fund with another Sub-Fund of the Company or with another Undertaking for Collective Investments.

Termination of a Sub-Fund by compulsory redemption of all relevant Shares or its merger with another Sub-Fund of the Company or with another UCITS (or a Sub-Fund thereof), in each case for reasons other than those mentioned in the preceding paragraph, may be effected only upon its prior approval of the Shareholders of the Sub-Fund to be terminated or merged, at a duly convened separate meeting of shareholders of the relevant Sub-Fund which may be validly held without a quorum and decided by a majority of 50% of the Shares present or represented.

A merger so decided by the Board or approved by the Shareholders of the affected Subfund will be binding on the holders of Shares of the relevant Sub-Fund upon 1 month's prior notice given to them, except in case of a merger with a Luxembourg "fonds commun de placement", where the decision will be binding only on those Shareholders having voted in favour of the merger. A redemption request of a shareholder during the notice period may not be affected with a redemption charge.

Liquidation proceeds not claimed by the Shareholders at the close of the liquidation of a Sub-Fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg and shall be forfeited after 30 years.

The Company has to inform the shareholders by a publication of a notice on the liquidation or merger, in a newspaper to be determined by the Board. In the event that all shareholders and addresses are known to the Company, the notice may be executed by a letter to such shareholders.

Art. 23. Valuations and Suspension of Valuations. The net asset value of the assets of the Company ("Net Asset Value"), the Net Asset Value per share of each Sub-Fund and, if applicable, the Net Asset Values of the categories of Shares issued with a Sub-Fund will be determined in the relevant currency on each dealing day - as defined below - , except in the events of suspension defined below. The relevant dealing day ("Dealing Day") of a Sub-Fund will be determined by the Company and will be disclosed in the relevant part of the prospectus.

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular Sub-Fund and the issue, conversion and redemption of shares of such Sub-Funds, and the conversion from and into shares of a Sub-Fund:

- (a) where one or more stock exchanges or other markets which are the basis for valuing a significant part of the net asset value or exposure are closed (apart from on normal public holidays), or where trading is suspended;
- (b) where in the opinion of the Board it is impossible to sell or to value assets as a result of particular circumstances;
- (c) where the communication technology normally used in determining the price of a security of the Sub-Fund fails or provides only partial functionality;
- (d) where the transfer of moneys for the purchase or sale of investments of the Company is impossible; or
- (e) in the case of a resolution to liquidate the Company: on or after the date of publication of the first calling of a general meeting of shareholders for the purpose of such resolution.

The Company must immediately suspend the issue, redemption and conversion of Shares when an event resulting in liquidation of the Company occurs or such liquidation is required by any competent authorities in Luxembourg.

Any such suspension shall be notified in writing within seven days to shareholders having requested redemption or switching of their shares and promptly upon the termination of such suspension.

A suspension of the issue, redemption or conversion of shares of any Sub-Fund will have no effect on the calculation of the net asset value of the shares, the issue, redemption and conversion of any other Sub-Fund.

Art. 24. Determination of Net Asset Value. The Net Asset Value per Share of each Sub-Fund, and if applicable, the net asset value of the share categories issued within each Sub-Fund, will be determined in the relevant currency on each Dealing Day by dividing the net assets of the relevant Sub-Fund or share category by the number of outstanding Shares of the Sub-Fund or category. The total net asset value of the relevant Sub-Fund or category represents the market value of the assets attributable to the Sub-Fund or the category, less the liabilities.

Art. 25. Valuation Rules. The valuation of the Net Asset Values of the different Sub-Funds shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- (a) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (b) all bills and demand notes and any accounts due (including the price of securities sold but not collected);
- (c) all securities (shares, fixed and variable income securities, bonds, debentures, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Company);
- (d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company; the Company may however adjust the valuation to check fluctuations of the market value of securities due to trading practices such a trading ex-dividend or ex-rights;
- (e) all accrued interest on securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;
- (f) all financial rights, which result from the use of derivative instruments
- (g) The preliminary expenses of the Company, to the extent that such preliminary expenses may be directly written off the capital of the Company; and

(h) All other assets of every kind and composition, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(2) Securities held by the Company which are quoted or dealt in on a stock exchange will be valued at its latest available publicised stock exchange closing price and on the stock exchange which is normally the principal market for such security and each security. For this purpose, the services of a pricing service authorised by the Board may be used. Securities the value of which does not correspond to the market as well as any other permitted investments (including securities not quoted or dealt in on a stock exchange or another organised market) will be valued at their probable realisation value as determined in good faith and under the conduct of the management of the Company.

(3) Any assets or liabilities expressed in terms of currencies other than the relevant currency of the Sub-Fund concerned are translated into such currency at the prevailing market rates on the valuation point as obtained from one or more banks or financial institution.

(4) Securities issued by open ended investment funds shall be valued at their last available net asset value or in accordance with the above where such securities are listed.

(5) The liquidating value of futures, forward or options contracts that are not traded on exchanges or on other organised markets shall be determined pursuant to the policies established by the Board, on a basis consistently applied. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other organised markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and organised markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on such Business Day with respect to which a Net Asset Value is being determined, then the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board may deem fair and reasonable.

(6) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or by using an amortised cost method. This amortised cost method may result in periods during which the value deviates from the price the relevant Fund would receive if it sold the investment. The Company will, from time to time, assess this method of valuation and recommend changes, where necessary, to ensure that such assets will be valued at their fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board. If the Company believes that a deviation from the amortised cost per Share may result in a material dilution or other unfair results to Shareholders, it shall take such corrective action, if any, as it deems appropriate, to eliminate or reduce, to the extent reasonably practicable, the dilution or unfair results.

(7) Swap-transactions will be valued regularly on the basis of the valuation obtained from the swap-counterparty. The values may be money-, bid or mid prices as determined by the Board in good faith. If these values do in the opinion of the Board not reflect the appropriate market value of the concerned swap-transaction, the value will be determined by the Board in good faith or according to the other appropriate method as determined by the Board.

(8) If due to specific circumstances, as for example hidden credit risk, a valuation according to the previous rules is impracticable or unfair, the Company may employ other generally approved valuation methods which are verifiable by the auditors, to obtain an appropriate valuation of the assets.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(a) all loans, bills and accounts payable; including deposits as securities such as margin accounts etc. in connection with the use of derivative instruments; and

(b) all accrued or payable administrative expenses including the costs of incorporation and registration at the registry offices as well as legal consulting costs, audit fees, investment adviser fees, depositary, distributor and all other representatives and agents of the Company, the costs of the mandatory publications and the prospectus, the financial reports and all other documents which are made available to the shareholders. If the agreed rates between the Company and its service providers such as investment advisers, distributors and/or depositary differ for such services with respect to individual Sub-Funds, the difference in costs may only be charged to the respective Sub-Fund. Marketing and promotion costs may only in exceptional cases be charged to a Sub-Fund by way of resolution of the Board the case being upon demand of an advisory body; and

(c) all known liabilities, present and future, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company and

(d) an appropriate provision for tax as at the date of the valuation and any other reserves, authorised and approved by the Board; and

(e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature.

In determining the amount of such liabilities the Company may take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same

in equal proportions over any such period. Such valuation method may only be limited to administrative and other expenses, which affect all Sub-Funds equally.

C. The Directors shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

(a) the proceeds from the allotment and issue of shares of each Sub-Fund shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

(d) In the event, that an asset or a liability of the Company, may not be assigned to a particular Sub-Fund and does not affect all Sub-Funds equally, the Board may allocate such assets or liabilities in good faith;

(e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Sub-Fund, the Net Asset Value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends, always subject to the regulations regarding the sale and redemption price of the shares of each Sub-Fund as provided herein

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article 22 hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board or its delegate on the Valuation Day on which such valuation is made, and, from such time and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets of any portfolio expressed in currencies other than the currency of denomination in which the value per share of the relevant Sub-Fund is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the value of the relevant Sub-Fund; and

(c) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

Art. 26. Issue and Redemption price. Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the net asset value per share (as hereinabove defined) for the relevant Sub-Fund or category of shares, plus any subscription charge if so determined by the Board and disclosed in the current prospectus. The subscription charge must be paid partly or fully to the Placing Agent or to the Company where such subscription charge is adapted to the respective laws and may not exceed a maximum, determined by the Board and that may differ for each Sub-Fund or each share category, provided that within each Sub-Fund or each share category all subscription requests received on the same day must be treated equally, if the subscription charge is payable to the Company. The price so determined ("Issue Price") shall be payable within a period as determined by the Board that may not exceed seven Luxembourg banking days after allocation of the shares. Exceptionally, the issue price may, upon approval of the Board, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report from the auditors of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

On every redemption of shares, the share price of the redeemed shares will be calculated, based on the net asset value of the Sub-Fund or share category, reduced by a redemption fee that is determined by the Board and indicated in the current prospectus of the Company. The redemption fee must be paid partly or fully to the distributor, where the redemption fee of each Sub-Fund respectively share category may differ. The price so defined ("Redemption Price") will be paid in accordance with Article 22.

The payment of the Redemption Price will also be made in specific circumstances upon request of the concerned shareholder by way of a redemption in kind which value must be assessed by the auditor of the Company and where the equal treatment of all shareholders must be ensured.

The Board may determine, that shares of different Sub-Funds and, within a Sub-Fund, share categories have a different maximum subscription-/ redemption charge.

Art. 27. Financial year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st January of each year and shall terminate on the 31 December of the same year.

The annual reports of the Company are made in Euro. Where there shall be different Sub-Funds as provided for in Article 5 hereof, and if such Sub-Funds have a different currency of denomination than Euro, they will be converted into Euro and expressed in the consolidated audited annual report in Euro including the balance sheet and profit and loss account, with the Directors' report, will be made available to the shareholders 15 days prior to the annual general meeting.

Art. 28. Distribution of Income. Separate meetings of shareholders of each Sub-Fund resolve on request of the Board on the utilisation of the net asset value of the respective Sub-Fund where the owners of accumulating shares and the owners of distributing shares decide separately. The results of the Company may be distributed, provided that the minimum capital as defined under Article 5 above will not be affected.

If dividends will be declared on the distributing shares of a Sub-Fund which declares, the issue and redemption prices of the distributing shares of the Sub-Fund will be adapted. No distribution will be on accumulating shares. Rather, the value attributed to the accumulating shares will be reinvested in favour of the shareholders.

Interim dividends may be paid out at any time by resolution of the Board.

If dividends are declared they will normally be paid in the currency in which the shares of the relevant Sub-Fund is expressed or, but may also be paid in such other currency determined by the Board and may be paid at such places and times as may be determined by the Board.

The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividends into the currency of their payment.

No distributions can be made if as a result thereof the net asset value of the Company falls below the minimum prescribed by law.

Art. 29. Denomination of the Company. The Company may enter into agreements with entities of the ESAF - Espírito Santo Activos Financeiros, SGPS, S.A., which may provide various services and support to the Company in the course of its business activity. Should these agreements be terminated for any reason, and should the ESAF Group cease to provide services and support to the Company, then the Company shall, on first demand made by any member of the ESAF Group, change its denomination in a denomination that no longer contains the terms "ESAF".

Art. 30. Distribution upon Liquidation. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund or category of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each Sub-Fund or category in proportion of their holding of shares in such Sub-Fund or category.

Art. 31. Amendment of Articles. These Articles may be amended or supplemented at any time by resolution of the shareholders of the Company provided that the conditions established by the law of 10 August 1915 as amended (the "Law of 1915") on quorum and majority requirements are fulfilled.

Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund vis-à-vis those of any other Sub-Fund may only be made if these comply with the conditions laid down in the Law of 1915 for articles changes within the relevant Sub-Fund.

Art. 32. General. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law of 2002.

Transitory dispositions

The first accounting year will start with the incorporation of the Company and end on 31 December 2010.

The first annual general meeting will be held in the year 2011.

Initial Capital - Subscription and Payment

The initial capital is fixed at EUR 31,000 (thirty-one thousand euro) represented by 310 (three hundred ten) shares of no par value.

The subscriber has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amount as mentioned hereafter:

Shareholder	subscribed capital EUR	number of paid-in shares
Capital Mais - Assessoria Financeira S.A., prenamed	31,000	310
Total	31,000	310

These shares have been entirely paid up by payments in cash, so that the sum of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) is as of now at the free disposal of the company, as was certified to the notary executing this deed.

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 1915 have been observed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Corporation as a result of its formation are estimated at approximately EUR 7,500.-.

Extraordinary general meeting

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as having received due notice, has immediately taken the following resolutions.

First resolution

The following persons are appointed directors for a period ending with the next annual general meeting:

Name	Profession	Professional Address
Fernando Coelho	Chief Executive Officer, ESAF-Espírito Santo Activos Financeiros SGPS S.A.	Av. Alvares Cabral N°41 P-1250 Lisbon
Pedro Costa	Director, ESAF-Espírito Santo Activos Financeiros SGPS S.A.	Av. Alvares Cabral N°41 P-1250 Lisbon
Pedro Arbués	Head of Investments-Equity, ESAF-Espírito Santo Activos Financeiros SGPS S.A.	Av. Alvares Cabral N°41 P-1250 Lisbon
José Ricardo Salgado	Sub-Director Investments-Equity, ESAF-Espírito Santo Activos Financeiros SGPS S.A.	Av. Alvares Cabral N°41 P-1250 Lisbon
Rita Barbosa	Director, ESAF-Espírito Santo Activos Financeiros SGPS S.A.	Av. Alvares Cabral N°41 P-1250 Lisbon

Mr. Fernando Coelho is appointed chairman of the Board.

Second resolution

The registered office of the Company is fixed at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The following is appointed as independent auditor for a period ending with the next annual general meeting:

KPMG, société à responsabilité limitée, 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (RCS Luxembourg B 103065)

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary, by its surname, first names, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausend und zehn, am achtzehnten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Capital Mais - Assessoria Financeira S.A., mit offiziellem Sitz in Av. Alvares Cabral n°41, P-1250 Lissabon, vertreten durch Cécile Gadisseur, Privatangestellte, wohnhaft in Luxemburg, mit einer Vollmacht ausgestellt am 17. August 2010 in Lissabon.

die genannte Vollmacht, nach ne varietur Paraphierung durch die Bevollmächtigte des Erschienenen und den amtierenden Notar, bleibt der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben registriert zu werden.

Die Erschienenene, handelnd wie erwähnt, ersucht den amtierenden Notar, die Satzung einer Aktiengesellschaft, welche hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Die Gesellschaft. Es wird hierdurch durch den Unterzeichner und allen Eignern der danach ausgegebenen Gesellschaftsanteile eine Gesellschaft in der Form einer "Aktiengesellschaft" gegründet, die eine "Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital" ("SICAV") unter dem Namen "ESAF-ETF" (die "Gesellschaft") darstellt.

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft besteht für einen unbegrenzten Zeitraum. Sie kann jederzeit durch einen Beschluß der Anteilseigner der Gesellschaft aufgelöst werden, sofern der Beschluß in der Form gemäß Art. 31 der Satzung erfolgt.

Art. 3. Gegenstand. Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in übertragbare Wertpapiere jeder Art und in andere liquide Finanzanlagen im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 (das „Gesetz von 2002“) über Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere, zum Zwecke der Risikostreuung und um den Anteilseignern das Ergebnis der Verwaltung des Anlagevermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jede Maßnahme treffen und alle Geschäfte durchführen, die sie als zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich erachtet, in dem Umfang, wie es das Gesetz von 2002 erlaubt.

Art. 4. Geschäftssitz. Der Geschäftssitz der Gesellschaft besteht in Senningerberg, im Großherzogtum Luxemburg. Zweigniederlassungen oder andere Repräsentanten können entweder in Luxemburg oder im Ausland durch Beschluß des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der „Verwaltungsrat“) errichtet werden.

Falls der Verwaltungsrat entscheidet, daß Ereignisse höherer Gewalt geschehen sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normalen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Geschäftssitz oder den laufenden Kontakt mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Geschäftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außerordentlichen Umstände beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Art. 5. Gesellschaftskapital - Aktien. Das Gesellschaftskapital ist durch Anteile ohne Nennwert („Anteile“) dargestellt, die zusammen jederzeit dem Inventarwert der Gesellschaft entsprechen.

Das Mindestkapital der Gesellschaft entspricht dem Gegenwert von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000).

Die Gesellschaft stellt eine einzelne juristische Einheit dar und jedes Anlageportfolio gilt als eigenständige Einheit. Die Vermögensgegenstände eines jeden Anlageportfolios haften lediglich für die Verbindlichkeiten und Verpflichtungen desselben Anlageportfolios.

Der Verwaltungsrat ist ohne Einschränkung berechtigt, jederzeit Anteile zum Ausgabepreis pro Anteil gemäß Artikel 26 auszugeben, ohne den bestehenden Anteilseignern der Gesellschaft ein Anrecht auf die neuen Anteile zu gewähren. Der Verwaltungsrat kann jedem seiner Mitglieder oder einem Geschäftsführer der Gesellschaft oder jeder rechtmäßig ermächtigten Person die Befugnis übertragen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlungen für solche neuen Anteile entgegenzunehmen und diese auszuhändigen.

Solche Anteile können gemäß Beschluss des Verwaltungsrates verschiedenen Anlagevermögen („Teilfonds“) angehören und ebenfalls nach Beschluß des Verwaltungsrates in unterschiedlichen Währungen notiert sein. Der Verwaltungsrat kann ausserdem bestimmen, daß innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Kategorien von Anteilen („Anteilkategorie“) mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifische Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Prospekt der Gesellschaft beschrieben.

Der Erlös der Ausgabe jedes Teilfonds wird gemäß Artikel 3 dieser Satzung in Wertpapiere (Wertrechte etc.; in der Folge „Wertpapiere“) bzw. in andere liquide Finanzanlagen investiert, die den geographischen Regionen, Industriesektoren, Währungsgebieten entsprechen und die Vorschriften betreffend spezielle Formen von Aktien oder fest- oder variabelverzinslichen Wertpapieren berücksichtigen, die der Verwaltungsrat für die betreffenden Teilfonds bestimmt.

Die Gesellschaft kann von Zeit zu Zeit Gratisanteile ausgeben, wobei der Inventarwert pro Anteil dann auf dem Wege eines Splits verkleinert wird.

Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals werden die Inventarwerte jedes Teilfonds, die nicht in Euro ausgedrückt sind, in Euro umgerechnet, so daß das Gesellschaftskapital der Summe aller Inventarwerte aller Teilfonds ausgedrückt in Euro entspricht.

Art. 6. Inhaber und Namensanteile. Der Verwaltungsrat kann entscheiden, Namens- und/oder Inhaberanteile auszugeben. Zertifikate für Inhaberanteile werden in vom Verwaltungsrat zu beschließenden Stückelungen ausgegeben. Zertifikate über ausschüttende Anteile in Inhaberform müssen mit Ertragsscheinen versehen sein. Wenn ein Anteilseigner von Inhaberanteilen die Zusendung oder den Austausch seiner Zertifikate in diejenigen einer anderen Anteilkategorie bzw. den Umtausch in Namensanteile (oder umgekehrt) wünscht, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Im Falle von Namensanteilen, oder wenn der Verwaltungsrat beschließt, daß die Anteilseigner eines Teilfonds keine Zertifikate erhalten oder wenn ein Anteilseigner keine Zertifikate zu erhalten wünscht, wird ihm stattdessen eine Bestätigung seines Anteilsbesitzes zugestellt. Wünscht ein Anteilseigner eines Namensanteils, daß ihm eine Bestätigung oder Anteilszertifikate für seine Anteile ausgestellt und zugesandt wird, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Bei Namensanteilen können Bruchteile von Anteilen ausgegeben werden, welche auf- oder abgerundet werden, gemäß den Bestimmungen des Prospektes der Gesellschaft. Bei Inhaberanteilen werden keine Bruchteile ausgegeben.

Anteilszertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmäßig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

Unterschriften des Verwaltungsrates können entweder von Hand, in gedruckter Form oder als Fax geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

Die Gesellschaft kann Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen in einer Form ausstellen, die der Verwaltungsrat jeweils beschließen wird.

Anteile werden nach Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Kaufpreises gemäß Artikel 26 ausgegeben. Der Zeichner wird die Lieferung von Anteilszertifikaten bzw. wie oben dargelegt, eine Bestätigung seiner Anteile innerhalb banküblicher Fristen erhalten.

Zahlungen von Dividenden an Anteilseigner erfolgen, soweit es sich um Namensanteile handelt, an ihre Anschrift im Gesellschaftsregister („Register“) oder an jene Anschrift, die der Gesellschaft schriftlich angegeben worden ist; bezüglich Inhaberanteile erfolgt die Zahlung von Dividenden gegen Vorlage des jeweiligen Ertragsscheins bei den von der Gesellschaft benannten Zahlstellen.

Eine Dividende, die erklärt, aber nicht auf einen ausschüttenden Inhaberanteil ausbezahlt wurde, insbesondere wenn kein Ertragsschein vorgelegt wird, kann nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der hierfür erfolgten Zahlungs-

erklärung vom Eigner eines solchen Anteils nicht mehr eingefordert werden und wird dem jeweiligen Teilfonds der Gesellschaft gutgeschrieben. Auf erklärte Dividenden werden vom Zeitpunkt ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Die Anteilseigner sämtlicher ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden im Register eingetragen, das von der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere Personen/Firmen geführt wird, die hierzu vom Verwaltungsrat ernannt werden. In diesem Register soll der Name jedes Anteilseigners von Namensanteilen, sein Wohnsitz oder der gewöhnliche Aufenthalt und die Anzahl, die Teilfonds und Anteilskategorie der von ihm gehaltenen Anteile eingetragen werden. Die Übertragung und die Rückgabe eines Namensanteils werden in das Register eingetragen nach Zahlung einer üblichen Gebühr, die von der Gesellschaft für eine derartige Registrierung festgelegt wird.

Anteile sind frei von Beschränkungen der Übertragungsrechte und Ansprüchen zu Gunsten der Gesellschaft.

Die Übertragung von Inhaberanteilen erfolgt durch die Aushändigung der entsprechenden Anteilszertifikate.

Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt durch Eintragung in das Aktienregister ggf. anlässlich der Aushändigung der Bestätigungen oder Zertifikate über diese Anteile (soweit ausgegeben) zusammen mit solchen Dokumenten für die Übertragung, die der Gesellschaft notwendig erscheinen.

Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft an die Anteilseigner können an die Adresse geschickt werden, die in das Register eingetragen wurde. Falls ein Anteilseigner diese Anschrift nicht mitteilt, kann eine entsprechende Notiz in das Register eingetragen werden. In Folge kann die Gesellschaft davon ausgehen, die Anschrift des Anteilseigners befände sich am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einer anderen Adresse, wie von der Gesellschaft beschlossen, bis der Anteilseigner der Gesellschaft eine andere Anschrift schriftlich mitteilt. Der Anteilseigner kann zu jeder Zeit seine in dem Register eingetragene Anschrift korrigieren, durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Geschäftssitz oder an eine Anschrift, gemäß Bestimmung der Gesellschaft.

Im Falle der Ausgabe von Bruchteilsanteilen wird ein solcher Bruchteil in das Register eingetragen. Dieser Bruchteil beinhaltet keine Stimmberechtigung, jedoch berechtigt er, in dem Umfang wie von der Gesellschaft festgelegt, zu einem entsprechenden Anteil an der Dividende und am Liquidationserlös. Bei Inhaberanteilen werden nur Anteilszertifikate, die volle Anteile darstellen, ausgegeben.

Art. 7. Verlorene und zerstörte Zertifikate. Falls ein Anteilseigner von Inhaberanteilen der Gesellschaft in rechtsgenügender Weise nachweisen kann, daß sein Anteilszertifikat verlegt, beschädigt oder zerstört ist, kann ein Duplikat des Anteilszertifikats ausgestellt werden, sofern die von der Gesellschaft verlangten Bedingungen erfüllt sind. Mit der Ausgabe eines neuen Anteilszertifikats mit dem Vermerk „Duplikat“ wird das ursprüngliche Anteilszertifikat ungültig. Die Gesellschaft ist berechtigt, nach ihrem Gutdünken, dem Anteilseigner die Kosten für die Beschaffung eines Duplikats oder die Ausstellung eines neuen Anteilszertifikates zu belasten.

Art. 8. Einschränkung des Anteilsbesitzes. Der Verwaltungsrat hat das Recht, die Einschränkungen (außer Einschränkung der Übertragung von Anteilen) zu erlassen, die er für notwendig erachtet, um sicherzustellen, daß keine Anteile der Gesellschaft oder Anteile eines Teilfonds und/oder einer Anteilskategorie von einer Person (im folgenden „ausgeschlossene Person“ genannt) erworben oder gehalten werden:

(a) welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzt oder gemäß den Bestimmungen des Prospekts vom Anteilseigentum ausgeschlossen ist;

(b) deren Anteilsbesitz nach Meinung des Verwaltungsrats dazu führt, daß die Gesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte oder erleiden würde.

Die Gesellschaft kann demnach den Besitz von Anteilen durch eine ausgeschlossene Person einschränken oder untersagen. Hierfür kann die Gesellschaft:

(a) die Ausgabe von Anteilen oder die Registrierung von Anteilsübertragungen ablehnen, bis sie sich vergewissert hat, ob die Ausgabe oder die Registrierung dazu führen könnte, daß dadurch ein tatsächliches Eigentum an solchen Anteilen durch eine Person begründet würde, die vom Besitz von Anteilen ausgeschlossen ist;

(b) jederzeit von jeder namentlich registrierten Person verlangen, dem Register alle Angaben zu liefern, die sie für notwendig erachtet zwecks Klärung der Frage, ob diese Anteile tatsächlich im Eigentum einer Person stehen oder stehen werden, die vom Besitz von Anteilen ausgeschlossen ist;

(c) falls die Gesellschaft der Überzeugung ist, daß eine ausgeschlossene Person, entweder allein oder in Gemeinschaft mit einer anderen Person, rechtlicher oder tatsächlicher Eigner der Anteile ist, und falls diese Person die Anteile nicht einer berechtigten Person überträgt, kann die Gesellschaft zwangsweise von diesem Anteilseigner alle von demselben gehaltene Anteile wie folgt zurücknehmen:

(1) die Gesellschaft wird dem Anteilseigner, der als der Eigner der erworbenen Anteile gilt, eine Aufforderung zustellen (nachstehend als „die Rücknahme-Aufforderung“ genannt), wobei sie, wie oben beschrieben, die zurückzukaufenden Anteile, den für diese Anteile zu zahlenden Preis und den Ort, wo der Kaufpreis im Hinblick auf diese Anteile zahlbar ist, bestimmt. Jede solche Rücknahme-Aufforderung kann einem solchen Anteilseigner auf dem Postweg zugestellt werden, durch frankiertes Einschreiben an die zuletzt bekannte oder im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Anschrift des Anteilseigners. Der Anteilseigner ist daraufhin verpflichtet, ggf. der Gesellschaft die Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen, auf die sich die Rücknahme-Aufforderung bezieht, zurückzugeben. Unmittelbar nach Geschäftsschluss am Tag, der in der Rücknahme-Aufforderung genannt ist, verliert der Anteilseigner sein Eigentumsrecht an den in der Rücknahme-Aufforderung genannten Anteilen, und sein Name wird im Register gelöscht.

(2) Der Preis (nachstehend „Rücknahmepreis“ genannt), zu dem die genannten Anteile gemäß Rücknahme-Aufforderung gekauft werden, ist der Betrag, der dem Inventarwert der Anteile je Teilfonds und Anteilskategorie entspricht, wie er in Übereinstimmung mit Artikel 25 dieser Satzung berechnet wird, abzüglich einer etwaigen Rücknahmegebühr gemäß Artikel 23.

(3) Die Zahlung des Rücknahmepreises wird dem Eigner solcher Anteile in der Währung des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Anteilskategorie geleistet und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder sonstwo (wie in der Rücknahme-Aufforderung beschrieben) zur Zahlung, ggf. gegen Aushändigung der Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen oder gegen die Erbringung eines sonstigen für die Gesellschaft akzeptablen Eigentumsnachweises, hinterlegt werden. Nach Hinterlegung dieses Kaufpreises, verliert die Person die Rechte, die sie wie in der Rücknahme-Aufforderung aufgeführt, besass, sowie alle weiteren Rechte an den Anteilen, oder irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Vermögenswerte; ausgenommen ist das Recht der als berechtigter Eigentümer erscheinenden Person den so hinterlegten Rücknahmepreis (ohne Zinsen) seitens der Hinterlegungsstelle wie oben beschrieben zu erhalten.

(4) Die Ausübung der ihr gemäß diesem Artikel zustehenden Rechte durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder als ungültig angesehen werden, daß kein ausreichender Nachweis des Eigentumsrechts von Anteilen einer Person vorgelegen hat, oder daß der tatsächliche oder rechtliche Eigner von Anteilen ein anderer war, als es gegenüber der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmeaufforderung erschien, vorausgesetzt, daß die besagten Rechte durch die Gesellschaft in gutem Glauben ausgeübt worden sind;

(d) die Stimmabgabe an einer Gesellschafterversammlung durch irgendeine Person ablehnen, die keine Anteile an der Gesellschaft halten darf.

Art. 9. Rechte der Generalversammlung der Anteilseigner. Jede ordnungsgemäß abgehaltene Generalversammlung der Anteilseigner stellt das oberste Organ der Gesellschaft dar. Deren Beschlüsse sind für alle Anteilseigner verbindlich, unabhängig vom Teilfonds oder von der Anteilskategorie, soweit diese Beschlüsse nicht in die Rechte der getrennten Versammlung der Anteilseigner eines bestimmten Teilfonds oder einer bestimmten Anteilskategorie gemäß den nachfolgenden Bestimmungen eingreifen.

Die Generalversammlung der Anteilseigner hat die weitgehendsten Befugnisse, alle Rechtshandlungen, die sich auf die Geschäfte der Gesellschaft beziehen, anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Anteilseigner hat, übt letzterer alle Befugnisse der Generalversammlung der Anteilseigner aus.

Art. 10. Generalversammlung. Die jährliche Generalversammlung der Anteilseigner wird in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort in Luxemburg abgehalten. Die jährliche Generalversammlung findet am letzten Mittwoch des Monats Mai jedes Jahres um 10:00 Uhr statt. Falls dieser Tag kein Bankgeschäftstag in Luxemburg ist, wird die Generalversammlung am nächstfolgenden Bankgeschäftstag in Luxemburg abgehalten. Die Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls außergewöhnliche Umstände dies gemäß freiem Ermessen des Verwaltungsrats erforderlich machen.

Andere Versammlungen können an dem Ort und zu dem Zeitpunkt abgehalten werden, die in der entsprechenden Einladung bestimmt sind.

Art. 11. Getrennte Versammlungen der Anteilseigner. Getrennte Versammlungen der Anteilseigner eines bestimmten Teilfonds oder einer bestimmten Anteilskategorie können auf Antrag des Verwaltungsrats einberufen werden. Für die Beschlußfähigkeit und Abstimmungen gelten die in Artikel 12 niedergelegten Regelungen sinngemäß. Eine getrennte Versammlung der Anteilseigner kann bezüglich der betreffenden Teilfonds oder Anteilskategorien über alle Angelegenheiten beschließen, die gemäß Gesetz oder dieser Satzung nicht der Generalversammlung oder dem Verwaltungsrat vorbehalten sind. Beschlüsse von getrennten Versammlungen der Anteilseigner dürfen nicht in die Rechte von Anteilseignern anderer Teilfonds oder Anteilskategorien eingreifen.

Art. 12. Beschlußfähigkeit und Abstimmungen. Die gesetzlichen Fristen und Formalitäten gelten für die Einberufung von Generalversammlungen oder von getrennten Versammlungen von Anteilseignern.

Jeder Anteil eines Teilfonds oder einer Anteilskategorie hat, unabhängig vom Inventarwert des jeweiligen Anteils, das Recht auf eine Stimme, vorbehaltlich der durch diese Satzung auferlegten Einschränkungen.

Ein Anteilseigner kann an jeder Versammlung von Anteilseignern teilnehmen oder sich mittels einer brieflich oder durch Telegramm, Fernschreiben oder Fernkopierer oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form erteilten Vollmacht durch einen anderen Anteilseigner oder durch eine andere Person vertreten lassen.

Unter Vorbehalt anderslautender gesetzlicher oder satzungsmäßiger Bestimmungen werden Beschlüsse an einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung von Anteilseignern durch einfache Mehrheit der anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen und abgegebenen Stimmen gefaßt. Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die durch die Anteilseigner zu erfüllen sind, um an einer Versammlung der Anteilseigner teilnehmen zu können.

Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Anteilseigner hat, übt letzterer alle Rechte aus, welche den Anteilseignern durch das Gesetz von 1915 und der vorliegenden Satzung zustehen. Die von einem solchen alleinigen Anteilseigner gefassten Beschlüsse werden in einem Protokoll niedergeschrieben.

Art. 13. Einladungen. Die Generalversammlung bzw. weitere Versammlungen der Anteilseigner werden durch den Verwaltungsrat mittels Einladung einberufen, die die Tagesordnung enthält. Diese erfolgt brieflich in Bezug auf Namensanteileseigner wenigstens 8 Tage vor der Generalversammlung, wobei der betreffende Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers sowie der jeweilige Jahresabschlussbericht den Namensanteileseigner gemeinsam mit der Einladung zugesandt werden. Diese Unterlagen sind ferner 15 Tage vor der Generalversammlung an dem Gesellschaftssitz zur Einsicht verfügbar. Falls Inhaberanteile ausgegeben sind, muß die Einberufung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations in Luxemburg, in einer Luxemburger Zeitung und in einer oder mehreren Zeitungen von weiteren Ländern in denen Anteile öffentlich vertrieben werden, nach Wahl des Verwaltungsrats, veröffentlicht werden.

Art. 14. Der Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, die nicht Anteilseigner sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Anteilseigner anlässlich der Generalversammlung für eine Dauer von maximal sechs (6) Jahren gewählt und sind wiederwählbar. Sollte die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Rücktritt oder in sonstiger Weise nicht mehr besetzt sein, können die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder auf dem Weg der Nachwahl mit einfacher Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Generalversammlung besetzen wird.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund durch Beschluß der Generalversammlung der Anteilseigner abberufen und/oder ersetzt werden. An der Generalversammlung kann nur eine Person, die dem Verwaltungsrat bis zu diesem Zeitpunkt angehörte, als Mitglied des Verwaltungsrates gewählt werden, es sei denn, diese Person

- 1) wird vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen, oder
- 2) ein Anteilseigner, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, unterbreitet dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als 30 Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Anteilseigner den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

Art. 15. Interne Organisation des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat wird aus seiner Mitte einen Vorsitzenden, sowie gegebenenfalls einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und für die Protokolle der Verwaltungsratssitzung und der Generalversammlung verantwortlich ist. Der erste Vorsitzende kann durch die Generalversammlung der Aktionäre ernannt werden.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz der Verwaltungsratsitzungen. In seiner Abwesenheit ernennen die Verwaltungsratsmitglieder ein anderes Verwaltungsratsmitglied zum vorübergehenden Vorsitzenden durch Mehrheitsbeschluß der Anwesenden.

Eine Sitzung des Verwaltungsrats kann durch den Vorsitzenden oder durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates an dem in der Einladung angegebenen Sitzungsort unter Angabe der Tagesordnung einberufen werden.

Briefliche, telegrafische, elektronische oder Telefaxeinladungen zu den Sitzungen des Verwaltungsrats erfolgen an alle Mitglieder mindestens 24 Stunden vor Beginn einer solchen Sitzung, mit Ausnahme dringender Umstände, in welchem Falle diese in der Einladung anzuführen sind.

Unter Vorbehalt der nachfolgenden Bestimmungen ist der Verwaltungsrat nur bei einer ordnungsgemäß erfolgten Einberufung der Sitzung beschlußfähig.

Mit Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder kann auf ein Einberufungsschreiben verzichtet werden. Eine Einberufung ist nicht erforderlich für Sitzungen, deren Daten durch Verwaltungsratsbeschluß im Voraus festgelegt worden sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei einer Verwaltungsratssitzung durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder vertreten. Die Vollmachtserteilung erfolgt brieflich, per Telegramm, Fernschreiber oder Fernkopierer oder in jeder anderen Form wie vom Verwaltungsrat beschlossen.

Vorbehaltlich der nachfolgenden Ausnahmen kann der Verwaltungsrat nur rechtsgültig beraten oder beschließen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind, wobei eine Teilnahme durch Telefon oder Videokonferenz oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form gestattet ist. Beschlüsse werden durch Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefaßt. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat bei Stimmgleichheit den Stichentscheid.

Die Verwaltungsratsmitglieder können auch auf dem Zirkularwege einen Beschluß herbeiführen, durch schriftliche Zustimmung auf einer oder mehrerer gleichlautenden Urkunden.

Der Verwaltungsrat kann auch einzelne Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte mit der Gesamtheit oder einem Teil der täglichen Geschäftsführung oder die Vertretung der Gesellschaft mit den vom Verwaltungsrat beschlossenen Befugnissen betrauen. Derartige Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat zurückgenommen werden.

Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen auch seine Vollmachten und Kompetenzen auf ein Gremium übertragen, das aus von ihm ernannten Personen (gleich ob Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte) besteht.

Des Weiteren kann der Verwaltungsrat zur Unterstützung seiner Geschäftstätigkeit einen Beirat ernennen. Eine Entscheidungsbefugnis kommt dem Beirat nicht zu.

Art. 16. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen. Die Protokolle jeder Verwaltungsratssitzung werden durch den Vorsitzenden derselben und ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats unterzeichnet. Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, die für Rechtsverfahren oder für andere Rechtszwecke erstellt werden, sind durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats und ein Verwaltungsratsmitglied zu unterzeichnen.

Art. 17. Festlegung der Anlagepolitik. Der Verwaltungsrat ist mit den Kompetenzen ausgestattet, alle Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Gesellschaftsinteresse auszuführen, welche nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Anteilseignerversammlung vorbehalten sind.

Vorbehaltlich derjenigen Angelegenheiten, die den Anteilseignern in der Generalversammlung gemäß Satzung zustehen und gemäß der vorstehenden Einschränkungen, ist der Verwaltungsrat befugt, insbesondere die Anlagepolitik für jeden Teilfonds nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu bestimmen, unter Beachtung der Anlagebeschränkungen gemäß Gesetz, Verordnungen sowie Verwaltungsratsbeschlüssen.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann bestimmen, dass das Vermögen der Gesellschaft wie folgt angelegt wird:

(a) In Wertpapiere und Geldmarktinstrumente:

- die an einem geregelten Markt (wie in Artikel 1 des Gesetzes von 2002 definiert) notiert oder gehandelt werden;
- die an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union („EU“), der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;
- die an einer Wertpapierbörse eines Drittlandes amtlich notiert oder an einem anderen geregelten Markt eines Drittlandes, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden. In diesem Zusammenhang bedeutet „Drittland“ alle Länder Europas die kein Mitgliedsstaat der EU sind und alle Länder Nord- und Südamerikas, Afrikas, Asiens und das Pazifikbeckens.

(b) In Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen geregelten Markt, wie in Punkt a) beschrieben, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

(c) In Anteile von nach der Richtlinie 85/611/EWG, wie abgeändert durch die Richtlinien 2001/107/EG und 2001/108/EG, (nachfolgend „Richtlinie 85/611/EWG“) zugelassenen OGAW und/oder anderen OGA im Sinne von Artikel 1 Absatz (2) erster und zweiter Gedankenstrich der Richtlinie 85/611/EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat, sofern:

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer behördlichen Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier („CSSF“) derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;
- das Schutzniveau der Anteilinhaber der anderen OGA dem Schutzniveau der Anteilinhaber eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahmen, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der OGAW oder dieser andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder anderer OGA anlegen darf;

(d) In Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der CSF denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind;

(e) In Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition von Artikel 1 des Gesetzes von 2002 fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt sie werden:

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats der EU, der Europäischen Zentralbank, der EU oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, im Falle eines Bundesstaates, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert; oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter (a) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden; oder

- von einem Institut, das gemäss den im Gemeinschaftsrecht der EU festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts der EU, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert; oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei den Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn (10) Millionen Euro, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der 4. Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermässige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

(f) In Derivate, einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem wie unter dem vorstehenden Buchstaben a) bezeichneten geregelten Markt gehandelt werden und/oder die nicht an einer Börse gehandelt werden ("OTC-Derivate"), sofern:

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne von Artikel 41 Absatz (1) des Gesetzes von 2002, um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die die Gesellschaft gemäss ihren Anlagezielen anlegen darf,

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer behördlichen Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der CSSF zugelassen wurden und

- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative der Gesellschaft zum angemessenen Zeitwert veräussert werden können.

Jedoch kann die Gesellschaft höchstens 10 % des Inventarwertes eines jeden Teilfonds in andere als die unter (a) bis (e) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente sowie, wenn keine darüber hinausgehenden Anlagen in Zielfonds im jeweiligen Besonderen Teil des Prospektes zugelassen werden, höchstens 10% des Inventarwertes eines jeden Teilfonds in Zielfonds (d.h. Anteile in OGAW und/oder anderen OGA im Sinne von Ziffer c) oben) anlegen.

Die Gesellschaft legt höchstens 10 % des Inventarwertes eines jeden Teilfonds in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten an. Die Gesellschaft legt höchstens 20 % des Inventarwertes eines jeden Teilfonds in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung an.

Diese Obergrenze wird auf 35 % angehoben, wenn die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem EU-Mitgliedstaat oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Einrichtungen öffentlichen Charakters, denen mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert werden.

Die im vorhergehenden Absatz festgelegte Obergrenze für Anlagen in Aktien und/oder Schuldtiteln ein und desselben Emittenten darf höchstens 20% betragen, wenn es Ziel der Anlagestrategie des OGAW ist, einen bestimmten, von der CSSF anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindex nachzubilden; Voraussetzung hierfür ist, dass

- die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist;
- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht;
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die im vorhergehenden Absatz festgelegte Grenze beträgt 35%, sofern dies aufgrund aussergewöhnlicher Marktbedingungen gerechtfertigt ist, und zwar insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Eine Anlage bis zu dieser Obergrenze ist nur bei einem einzigen Emittenten möglich.

Abweichend von den vorhergehenden Absätzen ist die Gesellschaft ermächtigt, in Übereinstimmung mit dem Prinzip der Risikostreuung bis zu 100% des Nettovermögens eines Teilfonds in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente verschiedener Emissionen zu investieren, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften oder einem Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden, allerdings mit der Massgabe, dass der Teilfonds Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von mindestens sechs unterschiedlichen Emissionen halten muss, wobei die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente einer Emission höchstens 30% des Nettovermögens des Teilfonds ausmachen dürfen.

Darüber hinaus wird sich die Gesellschaft an alle weiteren Einschränkungen halten, die von den Aufsichtsbehörden jener Länder vorgeschrieben werden, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Im Falle, daß eine Änderung des Gesetzes von 2002 zu wesentlichen Abweichungen führt, kann der Verwaltungsrat beschließen, daß sich solche neuen Bestimmungen anwenden.

Art. 18. Unvereinbarkeitsbestimmungen. Kein Vertrag oder sonstige Tätigkeit zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, daß ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft in einer anderen Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied, Anteilseigner, Geschäftsführer oder Angestellter oder sonstwie persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jedes andere Organ der Gesellschaft, das als Verwaltungsratsmitglied, Anteilseigner, Geschäftsführer oder Angestellter einer anderen Gesellschaft oder Firma dient, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonstwie Geschäfte tätigt, ist infolge einer solchen Verbindung mit der anderen Gesellschaften oder Firma, nicht verhindert für die Gesellschaft tätig zu sein und über deren Rechtsgeschäfte zu entscheiden.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muß er dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis bringen und darf sich nicht mit solchen Geschäften befassen oder darüber abstimmen.

Derartige Rechtsgeschäfte und Interessen eines Verwaltungsratsmitglieds oder Geschäftsführers sind bei der nächsten Generalversammlung offenzulegen.

Sofern die Gesellschaft nur einen einzigen Anteilseigner hat, findet der vorstehende Absatz keine Anwendung, sondern es werden die Geschäfte mit ihrem Verwalter, wenn dieser ein der Gesellschaft entgegengesetztes Interesse hat, lediglich in einem Protokoll über diese Geschäfte erwähnt.

Die vorstehenden Bestimmungen wenden sich nicht an, wenn die betreffenden Geschäfte im Rahmen des alltäglichen Geschäftsgangs zu üblichen Bedingungen ausgeführt werden.

Der hier verwendete Ausdruck „persönliches Interesse“ umfaßt nicht jedes Interesse, das nur deshalb entsteht, weil das Rechtsgeschäft die ESAF Gruppe (bzw. ein mit dieser Bank mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder ein anderes vom Verwaltungsrat bestimmtes Unternehmen betrifft.

Art. 19. Freistellung. Die Gesellschaft wird jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, oder deren Erben, Testamentsvollstrecker oder Verwalter von allen vernünftigerweise aufgewandten Kosten im Zusammenhang mit irgendeinem Rechtsstreit/Klage oder gerichtlichen Verfahren freistellen, in das er als Partei einbezogen wurde, als Folge seiner Eigenschaft als aktives oder vormaliges Verwaltungsratsmitglied oder als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Verlangen der Gesellschaft, aufgrund einer Funktion bei einem anderen Unternehmen, mit dem die Gesellschaft vertraglich verbunden ist oder dessen Gläubiger sie ist, falls er bei einem solchen Rechtsstreit oder Klage nicht von jeder Verantwortung freigestellt wird. Ausgenommen sind Vorkommnisse, für welche er rechtskräftig aufgrund einer Klage oder einem Rechtsverfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt wird. Im Falle eines Vergleichs wird Schadenersatz nur im Zusammenhang mit Angelegenheiten geleistet, die durch den Vergleich gedeckt sind und hinsichtlich welcher die Gesellschaft von ihren Rechtsanwälten eine Bestätigung bekommt, daß die haftungspflichtige Person keine Pflichtverletzung trifft. Die vorstehenden Rechte auf Freistellung schließen andere Rechte nicht aus, auf die vorgenannten Personen einen berechtigten Anspruch haben.

Art. 20. Vertretung. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft verpflichtet oder - falls der Verwaltungsrat entsprechende Beschlüsse gefaßt hat - durch gemeinsame Unterschriften eines Verwaltungsrats mit einem Geschäftsführer, Prokuristen oder anderen Bevollmächtigten bzw. durch die Einzelunterschrift solcher anderer Personen für genau bezeichnete Einzelgeschäfte, denen dazu durch Verwaltungsratsbeschluss oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder die entsprechenden Befugnisse erteilt wurden.

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die Generalversammlung der Gesellschaft ernannt einen Wirtschaftsprüfer („réviseur d'entreprise agréé“), der die in Artikel 113 des Gesetzes von 2002 beschriebenen Pflichten gegenüber der Gesellschaft wahrnimmt.

Art. 22. Rücknahme und Umtausch von Anteilen. Wie nachfolgend im Einzelnen geregelt, hat die Gesellschaft das Recht, ihre Anteile jederzeit innerhalb der durch das Gesetz vorgesehenen Einschränkung bezüglich des Mindestkapitals zurückzukaufen.

Jeder Anteilseigner kann beantragen, daß die Gesellschaft sämtliche oder einen Teil seiner Anteile an einem Bewertungstag (wie nachstehend definiert) zurückkauft. Sollte die Gesellschaft Rücknahmeanträge in Höhe von über 10% des Nettovermögens erhalten, kann sie Rücknahmen einschränken, so dass letztere den Grenzwert von 10% nicht überschreiten. Zu diesem Zwecke gilt ein Umtausch von Anteilen als Rücknahme.

Gehen bei der Gesellschaft an einem Bewertungstag Rücknahme- oder Umtauschgesuche für eine größere als die vorgenannte Zahl von Anteilen ein, bleibt es der Gesellschaft vorbehalten, die Rücknahme oder den Umtausch aufzuschieben. Diese Rücknahme- und Umtauschanträge werden gegenüber später eingegangenen Anträgen bevorzugt behandelt.

Der Rücknahmepreis wird innerhalb von fünf Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem betreffenden Bewertungstag oder, falls später, nach dem Eingangsdatum der Anteilszertifikate (wenn diese ausgegeben werden) bezahlt. Der Rücknahmepreis wird auf der Grundlage des Inventarwerts pro Anteil des jeweiligen Teilfonds in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Artikels 25 dieser Satzung berechnet, abzüglich einer Rücknahmegebühr, die vom Verwaltungsrat jeweils beschlossen und im Prospekt beschrieben wird.

Unter Vorbehalt aller anderen Maßnahmen die unter diesen Statuten erlaubt sind, und im Falle von außergewöhnlichen Umständen kann der Verwaltungsrat solche Maßnahmen ergreifen die dieser in seinem Ermessen als angebracht erachtet um das Interesse der Anleger zu wahren in Anbetracht der jeweiligen Umstände. Diese außergewöhnlichen Maßnahmen können beispielsweise, aber ohne Einschränkung, die Anwendung eines „Spreads“ oder einer „Dilution“ Gebühr einschließen, die von den Investoren zu tragen ist die die Rücknahme ihrer Anteile beantragen, oder solche andere Maßnahmen die der Verwaltungsrat in einer bestimmten Situation als berechtigt ansieht und dies immer im Einklang mit den anwendbaren legalen und aufsichtsrechtlichen Regeln und Verfahren und wie ausführlich im Prospekt der Gesellschaft beschrieben.

Sollte im Falle von Rücknahmen aufgrund von außergewöhnlichen Umständen die Liquidität des Anlagevermögens eines Teilfonds nicht für die Zahlung innerhalb dieses Zeitraums ausreichen, wird die Zahlung so bald wie möglich durchgeführt werden, jedoch, soweit rechtlich zulässig, ohne Zinsen.

Der Antrag auf Rücknahme der Anteile ist vom Anteilseigner schriftlich direkt an die Gesellschaft oder an eine der Vertriebsstellen bis zu dem im Prospekt festgelegten Zeitpunkt vor dem Bewertungstag zu richten, an dem die Anteile zurückgegeben werden sollen. Die Anteilszertifikate müssen mit allen noch nicht fälligen Coupons versehen sein. Ein ordnungsgemäß erteilter Rücknahmeantrag ist unwiderruflich, außer im Falle und während einer Aussetzung oder Aufschiebung der Rücknahme. Zurückgenommene Anteile werden annulliert.

Sofern nicht anderes im Gesonderten Teil des Prospektes festgelegt, ist es Anteilseignern nicht gestattet, ihre Anteile komplett oder teilweise innerhalb einer bestimmten Anteilsklasse oder eines bestimmten Teilfonds in die anderer Teilfonds oder anderer Anteilsklassen umzutauschen.

Sofern der Umtausch zugelassen ist, dürfen Anteilseigner den gänzlichen oder teilweisen Umtausch ihrer Anteile in Anteile eines anderen Teilfonds an einem für beide Teilfonds geltenden Bewertungstag sowie innerhalb eines Teilfonds einen Umtausch zwischen verschiedenen Anteilskategorien beantragen, gemäß einer im Prospekt beschriebenen Umtauschformel und nach den Grundsätzen und gegebenenfalls Einschränkungen, wie sie vom Verwaltungsrat für jeden Teilfonds festgelegt worden sind.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, den Umtausch der Anteile eines Teilfonds in Anteile eines anderen Teilfonds oder innerhalb eines Teilfonds in andere Anteilskategorien Einschränkungen und Bedingungen zu unterwerfen, die im geltenden Prospekt dargelegt sind. Dabei kann der Verwaltungsrat insbesondere:

- die Frequenz von Umtauschanträgen begrenzen;
- den Umtausch von Anteilskategorien bzw. in Anteile unterschiedlicher Teilfonds mit einer Gebühr belasten;
- den Umtausch zwischen Anteilskategorien innerhalb eines Teilfonds oder zwischen unterschiedlichen Teilfonds abschließen.

Sofern, gleich aus welchem Grund, der Gesamtwert der Nettoinventarwerte aller ausstehenden Anteile der Gesellschaft unter einen bestimmten Betrag sinkt, kann die Gesellschaft mittels einer schriftlichen Mitteilung alle Anleger darüber unterrichten, dass nach entsprechender Mitteilung alle Anteile zum an dem hierfür bestimmten Bewertungstag geltenden Nettoinventarwert (abzüglich der vom Verwaltungsrat beschlossenen und/oder geschätzten Handels- und sonstigen Gebühren, wie diese im Verkaufsprospekt beschrieben sind, sowie der Liquidationskosten) zurückgenommen werden, dies unter Vorbehalt aller gesetzlichen Vorschriften über eine Liquidation der Gesellschaft.

Sofern, gleich aus welchem Grund, der Nettoinventarwert der Vermögenswerte eines Teilfonds unter einen bestimmten Betrag sinkt bzw. diesen Betrag nicht erreicht, welcher vom Verwaltungsrat als angemessenes Mindestvolumen für den betreffenden Teilfonds festgelegt ist, oder, falls der Verwaltungsrat es für angebracht hält, wegen Veränderungen der wirtschaftlichen oder politischen Gegebenheiten, welche für den betreffende Teilfonds von Einfluß sind, oder, falls es im Interesse der Anteilseigner ist, kann der Verwaltungsrat alle (aber nicht nur einige) Anteile des betreffenden Teilfonds zu einem Rücknahmepreis, welcher die vorweggenommenen Realisations- und Liquidationskosten für die Schließung des betreffenden Teilfonds widerspiegelt, jedoch ohne eine sonstige Rücknahmegebühr, zurücknehmen oder den Teilfonds mit einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere verschmelzen.

Die Schließung eines Teilfonds verbunden mit der zwangsweisen Rücknahme aller betreffenden Anteile oder der Verschmelzung mit einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere (oder einem Teilfonds davon) jeweils aus anderen Gründen, als diejenigen des Mindestvolumens seiner Vermögenswerte, oder wegen Veränderungen der wirtschaftlichen oder politischen Gegebenheiten, welche für den betreffenden Teilfonds von Einfluß sind, kann nur mit dem vorherigen Einverständnis der Anteilseigner dieses zu schließenden oder zu verschmelzenden Teilfonds auf einer ordnungsgemäß einberufenen getrennten Versammlung der Anteilseigner des betreffenden Teilfonds, welche wirksam ohne Quorum gehalten werden und mit einer Mehrheit von 50 % der anwesenden oder vertretenen Anteile entscheiden kann, beschlossen werden.

Eine derart vom Verwaltungsrat beschlossene oder von den Anteilseignern gutgeheißene Verschmelzung ist für die Anteilseigner des betreffenden Teilfonds nach Ablauf einer einmonatigen Frist von der diesbezüglichen Unterrichtung der betreffenden Anteilseigner an bindend, ausser im Falle der Verschmelzung mit einem luxemburgischen „fonds commun de placement“, welche nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Anteilseigner bindend ist. Ein Antrag eines Anteilseigners auf Rücknahme seiner Anteile während der Frist darf nicht mit einer Rücknahmegebühr belastet werden.

Liquidationserlöse, welche von den Anteilseignern bei der Beendigung der Liquidation eines Teilfonds nicht beansprucht werden, werden bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt und verfallen nach dreißig (30) Jahren.

Die Gesellschaft hat die Anteilseigner durch Veröffentlichung einer Mitteilung in einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitung über die Liquidation oder Verschmelzung zu informieren. Sind alle betroffenen Anteilseigner und ihre Adressen der Gesellschaft bekannt, so erfolgt die Mitteilung mittels Brief an diese Adressaten.

Art. 23. Bewertungen und Aussetzungen von Bewertungen. Der Inventarwert der Vermögen der Gesellschaft („Inventarwert“), der Inventarwert je Anteil jedes Teilfonds und, sofern anwendbar, die Inventarwerte der innerhalb eines Teilfonds ausgegebenen Anteilskategorie werden in der betreffenden Währung an jedem Bewertungstag - wie nachfolgend

definiert - bestimmt, außer in den nachstehend beschriebenen Fällen einer Aussetzung. Der jeweilige Bewertungstag („Bewertungstag“) für einen Teilfonds wird von der Gesellschaft bestimmt und im jeweils gültigen Rechtsprospekt angegeben.

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Inventarwertes eines jeden Teilfonds, sowie die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme von Anteilen dieses Teilfonds, ebenso wie den Umtausch von und in Anteile eines Teilfonds zeitweilig aussetzen:

- a) wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, die für einen wesentlichen Teil des Inventarwertes die Bewertungsgrundlagen darstellen, (außer an gewöhnlichen Feiertagen) geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt wird; oder
- b) wenn es nach Ansicht des Verwaltungsrates aufgrund besonderer Umstände unmöglich ist, Vermögenswerte zu kaufen oder zu bewerten; oder
- c) wenn die normalerweise zur Kursbestimmung eines Wertpapiers des entsprechenden Teilfonds eingesetzte Kommunikationstechnik zusammengebrochen oder nur bedingt einsatzfähig ist; oder
- d) wenn die Überweisung von Geldern zum Kauf oder zur Veräußerung von Kapitalanlagen der Gesellschaft unmöglich ist; oder
- e) im Fall einer Entscheidung, die Gesellschaft zu liquidieren, an oder nach dem Tag der Veröffentlichung der ersten Einberufung einer sich mit diesem Thema befassenden Generalversammlung der Anteilseigner zu diesem Zweck.

Bei Eintritt eines Ereignisses, welches die Liquidation der Gesellschaft zur Folge hat, oder nach Eingang einer entsprechenden Anordnung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde, wird die Gesellschaft die Ausgabe, Rücknahme und den Umtausch von Anteilen unverzüglich einstellen.

Anteilseigner, die ihre Anteile zur Rücknahme oder Umtausch angeboten haben, werden innerhalb von sieben Tagen schriftlich über eine solche Aussetzung sowie unverzüglich von der Beendigung derselben benachrichtigt.

Die Aussetzung der Ausgabe bzw. Rücknahme und des Umtauschs von Anteilen irgendeines Teilfonds hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Inventarwertes, die Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen eines anderen Teilfonds.

Art. 24. Festlegung des Inventarwertes. Der Inventarwert je Anteil jedes Teilfonds, und soweit anwendbar, der Inventarwert der innerhalb eines Teilfonds ausgegebenen Anteilskategorien wird in der betreffenden Währung an jedem Bewertungstag bestimmt, indem der gesamte Inventarwert der Aktiva des betreffenden Teilfonds oder der betreffenden Anteilskategorie durch die Anzahl der sich im Umlauf befindlichen Anteile dieses Teilfonds oder dieser Anteilskategorie dividiert wird. Der gesamte Inventarwert des betreffenden Teilfonds oder der betreffenden Anteilskategorie repräsentiert dabei den Marktwert der ihr zugeordneten Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten.

Art. 25. Bewertungsvorschriften. Die Bewertung der Inventarwerte der verschiedenen Teilfonds erfolgt in folgender Weise:

- (A) Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten folgendes:
 - a) sämtliche verfügbaren Kassenbestände bzw. auf Konto, zuzüglich aufgelaufene Zinsen;
 - b) alle Wechsel und andere Guthaben auf Sicht (inklusive der Erlöse von Wertpapierverkäufen, die noch nicht gutgeschrieben sind);
 - c) alle Wertpapiere (Aktien, fest- und variabelverzinsliche Wertpapiere, Obligationen, Options- oder Subskriptionsrechte, Optionsscheine und andere Anlagen und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft);
 - d) alle Dividenden und fälligen Ausschüttungen zugunsten der Gesellschaft in bar oder in anderer Form, soweit der Gesellschaft bekannt, unter Voraussetzung, daß die Gesellschaft die Bewertungsveränderung im Marktwert der Wertpapiere infolge der Handelspraktiken wie z.B. im Handel ex Dividende bzw. ex Bezugsrechte anpassen muß;
 - e) alle aufgelaufenen Zinsen auf verzinsliche Wertpapiere, die die Gesellschaft hält, soweit nicht solche Zinsen in der Hauptforderung enthalten sind;
 - f) alle finanziellen Rechte, die sich aus dem Einsatz derivativer Instrumente ergeben;
 - g) die vorläufigen Aufwendungen der Gesellschaft, soweit diese nicht abgeschrieben wurden, unter der Voraussetzung, daß solche vorläufigen Aufwendungen direkt vom Kapital der Gesellschaft abgeschrieben werden dürfen; und
 - h) alle anderen Aktiva jeder Art und Zusammensetzung, inklusive vorausbezahlte Aufwendungen.

Der Wert solcher Anlagewerte wird wie folgt festgelegt:

1) Der Wert von frei verfügbaren Kassenbeständen bzw. Einlagen, Wechsel und Sichtguthaben, vorausbezahlte Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen gemäß Bestätigung oder aufgelaufen, aber nicht eingegangen, wie oben dargestellt, soll zum vollen Betrag verbucht werden, es sei denn aus irgendeinem Grund sei die Zahlung wenig wahrscheinlich oder nur ein Teil einbringlich, weshalb der Wert hiervon nach Reduktion eines Abschlages ermittelt werden soll, nach Gutdünken der Gesellschaft, mit dem Zwecke, den effektiven Wert zu ermitteln.

2) Zum Anlagevermögen gehörende Wertpapiere die amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Kurs an dem Hauptmarkt, an dem diese Wertpapiere gehandelt werden, bewertet. Dabei können die Dienste eines von dem Verwaltungsrat genehmigten Kursvermittlers in Anspruch

genommen werden. Wertpapiere, deren Kurs nicht marktgerecht ist, sowie alle anderen zulässigen Anlagewerte (einschließlich Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt gehandelt werden), werden zu ihren wahrscheinlichen Realisierungswerten eingesetzt, die nach Treu und Glauben durch oder unter der Leitung der Geschäftsleitung der Gesellschaft bestimmt werden.

3) Alle Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten, die nicht auf die Währungen des entsprechenden Teilfonds lauten, werden in die jeweilige Währung des betreffenden Teilfonds zu dem am Bewertungszeitpunkt von einer Bank oder einem anderen verantwortlichen Finanzinstitut mitgeteilten Wechselkurs umgerechnet.

4) Anteile, die von OGA des offenen Typs ausgegeben werden, sind mit ihrem zuletzt verfügbaren Inventarwert zum Kurs am Ort ihrer Notierung zu bewerten oder gemäss den oben erwähnten Bestimmungen.

5) Der Veräußerungswert von Termin- (Futures/Forwards) oder Optionsverträgen, die nicht an einer Börse oder an einem anderen organisierten Markt gehandelt werden, ist gemäß den vom Verwaltungsrat festgelegten Richtlinien und in gleichbleibender Weise zu bewerten. Der Veräußerungswert von Termin- oder Optionsverträgen, die an einer Börse oder an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, ist auf der Basis des zuletzt verfügbaren Abwicklungspreises für diese Verträge an Börsen und organisierten Märkten zu bewerten, an denen Termin- oder Optionsverträge dieser Art gehandelt werden; dies gilt mit der Maßgabe, dass bei Termin- oder Optionsverträgen, die nicht an einem Bewertungstag veräußert werden konnten, der vom Verwaltungsrat als angemessen und adäquat angesehene Wert die Basis für die Ermittlung des Veräußerungswertes dieses Vertrages ist.

6) Die Bewertung liquider Mittel und Geldmarktinstrumente kann zum jeweiligen Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen oder unter Berücksichtigung der planmäßig abgeschriebenen historischen Kosten erfolgen. Die letztgenannte Bewertungsmethode kann dazu führen, dass der Wert zeitweilig von dem Kurs abweicht, den die Gesellschaft beim Verkauf der Anlage erhalten würde. Die Gesellschaft wird diese Bewertungsmethode jeweils prüfen und nötigenfalls Änderungen empfehlen, um sicherzustellen, dass die Bewertung dieser Vermögenswerte zu ihrem angemessenen Wert erfolgt, der in gutem Glauben gemäß den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird. Ist die Gesellschaft der Auffassung, dass eine Abweichung von den planmäßig abgeschriebenen historischen Kosten je Anteil zu erheblichen Verwässerungen oder sonstigen den Anteilinhabern gegenüber unangemessenen Ergebnissen führen würde, so muss sie ggf. Korrekturen vornehmen, die sie als angemessen erachtet, um Verwässerungen oder unangemessene Ergebnisse auszuschließen oder zu begrenzen, soweit dies in angemessenem Rahmen möglich ist.

7) Die Swap-Transaktionen werden regelmäßig auf Basis der von der Swap-Gegenpartei erhaltenen Bewertungen bewertet. Bei den Werten kann es sich um den Geld- oder Briefkurs oder den Mittelkurs handeln, wie gemäß den von dem Verwaltungsrat festgelegten Verfahren in gutem Glauben bestimmt. Spiegeln diese Werte nach Auffassung des Verwaltungsrats den angemessenen Marktwert der betreffenden Swap-Transaktionen nicht wider, wird der Wert dieser Swap-Transaktionen von dem Verwaltungsrat in gutem Glauben oder gemäß einer anderen dem Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen geeignet erscheinenden Methode bestimmt.

8) Wird aufgrund besonderer Umstände, wie zum Beispiel versteckten Kreditrisikos, eine Bewertung nach Maßgabe der vorstehenden Regeln undurchführbar oder unrichtig, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsgrundsätze anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Anlagevermögens zu erzielen.

(B) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft sollen folgendes beinhalten:

a) alle Kreditaufnahmen, Wechsel und andere fälligen Beträge; inklusive Sicherheitshinterlagen wie margin accounts usw. im Zusammenhang mit dem Einsatz von derivativen Instrumenten; und

b) alle fälligen bzw. aufgelaufenen administrativen Aufwendungen inklusive der Gründungs- und Registrierungskosten bei den Regierungsstellen wie auch Rechtsberatungsgebühren, Prüfungsgebühren, alle Gebühren der Anlageberater, der Depotstelle, Vertriebsstellen und aller anderen Repräsentanten und Agenten der Gesellschaft, die Kosten der Pflichtveröffentlichungen und des Prospekts, der Geschäftsabschlüsse und anderer Dokumente, die den Anteilseignern verfügbar gemacht werden. Weichen die zwischen der Gesellschaft und den von ihr beigezogenen Dienstleistungserbringern wie Anlageberater, Vertriebsberater, Depotbank vereinbarte Gebührensätze für solche Dienstleistungen bezüglich einzelner Teilfonds voneinander ab, so sind die entsprechenden unterschiedlichen Gebühren ausschließlich den jeweiligen Teilfonds zu belasten. Marketing- und Werbungsaufwendungen dürfen nur im Einzelfall durch Beschluß des Verwaltungsrats gegebenenfalls auf Antrag eines Beirats einem Teilfonds belastet werden; und

c) alle fälligen und noch nicht fälligen bekannten Verbindlichkeiten inklusive der erklärten aber noch nicht bezahlten Dividenden; und

d) ein angemessener für Steuer zurückgestellter Betrag, berechnet auf den Tag der Bewertung sowie andere Rückstellungen oder Reserven, die vom Verwaltungsrat genehmigt sind; und

e) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft irgendwelcher Natur;

Zum Zwecke der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft alle administrativen und sonstigen Aufwendungen mit regelmäßigem bzw. periodischem Charakter mit einbeziehen, indem sie diese für das gesamte Jahr oder jede andere Periode bewertet und den sich ergebenden Betrag proportional auf die jeweilige aufgelaufene Zeitperiode aufteilt. Diese Bewertungsmethode darf sich nur auf administrative und sonstige Aufwendungen beziehen, die alle Teilfonds gleichmäßig betreffen.

(C) Für jeden Teilfonds wird der Verwaltungsrat in folgender Weise ein Anlagevermögen erstellen:

a) Der Erlös der Zuteilung und Ausgabe von Anteilen jedes Teilfonds soll in den Büchern der Gesellschaft demjenigen Anlagevermögen zugeordnet werden, für das dieser Teilfonds eröffnet worden ist und die entsprechenden Anlagewerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen sollen diesem Anlagevermögen gemäß den Richtlinien dieses Artikels zugeordnet werden.

b) Wenn irgendein Anlagewert von einem anderen Aktivum abgeleitet worden ist, sollen derartige abgeleitete Aktiva in den Büchern der Gesellschaft dem gleichen Teilfonds zugeordnet werden, wie die Aktiva, von denen sie herkommen und bei jeder neuen Bewertung eines Anlagewerts wird der Wertzuwachs bzw. Wertverlust dem betreffenden Teilfonds zugeordnet;

c) Falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingegangen ist, die in Beziehung zu irgendeinem Aktivum eines bestimmten Teilfonds oder zu irgendeiner Aktivität in Zusammenhang mit einem Aktivum irgendeines Teilfonds steht, wird diese Verbindlichkeit dem betreffenden Teilfonds zugeordnet;

d) Falls ein Anlagewert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht als eine einem bestimmten Teilfonds zuzuordnende bestimmte Größe angesehen werden kann und auch nicht alle Teilfonds gleichmäßig betrifft, kann der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben solche Anlagewerte oder Verbindlichkeiten zuordnen;

e) Ab dem Tage an dem eine Dividende für einen Teilfonds erklärt wird, ermäßigt sich der Inventarwert dieses Teilfonds um den Dividendenbetrag, vorbehaltlich jedoch immer der Regelungen für den Verkauf und Rücknahmepreis der Anteile jedes Teilfonds wie in diesen Artikeln dargelegt.

(D) Für den Zweck der Bewertung im Rahmen dieses Artikels gilt folgendes:

a) Anteile, die gemäß Artikel 22 zurückgekauft werden, sollen als bestehende behandelt und eingebucht werden bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat oder dessen Bevollmächtigten festgelegten Zeitpunkt, an dem eine solche Bewertung durchgeführt wird, und von diesem Zeitpunkt an bis der Preis hierfür bezahlt ist werden sie als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft behandelt;

b) alle Anlagen, Kassenbestände und übrigen Aktiva irgendeines Anlagevermögens, die nicht auf die Währung des betreffenden Teilfonds lauten, werden unter Berücksichtigung ihres Marktwertes zu dem an dem Tag der Inventarwertberechnung geltenden Wechselkurs umgerechnet; und

c) an jedem Bewertungstag müssen alle Käufe und Verkäufe von Wertpapieren, die durch die Gesellschaft an eben diesem Bewertungstag kontrahiert wurden, soweit möglich, in die Bewertung mit einbezogen werden.

Art. 26. Verkaufspreis und Rücknahmepreis. Wann immer die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, soll der Preis der angebotenen Anteile auf dem Inventarwert (wie oben definiert) basieren für den jeweiligen Teilfonds bzw. die jeweilige Anteilskategorie, erhöht um eine Verkaufsgebühr, die vom Verwaltungsrat jeweils bestimmt und im geltenden Prospekt der Gesellschaft angegeben wird. Die Verkaufsgebühr ist ganz oder teilweise an die Vertriebsstellen oder an die Gesellschaft zu zahlen, wobei diese Verkaufsgebühren sich nach den jeweiligen Gesetzen richten und ein vom Verwaltungsrat beschlossenes Maximum nicht überschreiten dürfen und für jeden Teilfonds bzw. jede Anteilskategorie unterschiedlich sein können, aber innerhalb eines Teilfonds bzw. einer Anteilskategorie müssen alle Zeichnungsanträge an demselben Ausgabebetrag gleich behandelt werden, soweit die betreffende Verkaufsgebühr der Gesellschaft zusteht. Der so errechnete Preis („Verkaufspreis“) ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat zu beschließenden Zeitraums von nicht mehr als sieben luxemburger Bankarbeitstagen nach Zuteilung der Anteile zahlbar. Ausnahmsweise kann der Verkaufspreis mit Zustimmung des Verwaltungsrats und in Übereinstimmung mit allen anwendbaren Gesetzen insbesondere mittels einer Sonderbewertung der betreffenden Sacheinlagen durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft derart geleistet werden, daß der Gesellschaft vom Erwerber in Übereinstimmung mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen Wertpapiere übertragen werden.

Bei jeder Rücknahme von Anteilen wird der Anteilspreis zu dem diese Anteile zurückgenommen werden, aufgrund des Inventarwertes des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Anteilskategorie berechnet, ermäßigt um eine Rücknahmegebühr, die vom Verwaltungsrat jeweils bestimmt und im geltenden Prospekt der Gesellschaft angegeben wird. Die Rücknahmegebühr ist ganz oder teilweise an die vermittelnden Verkaufsagenten zu zahlen, wobei diese Rücknahmegebühr für jeden Teilfonds bzw. jede Anteilskategorie unterschiedlich sein kann. Der so definierte Preis („Rücknahmepreis“) wird gemäß Artikel 22 ausbezahlt.

Die Auszahlung des Rücknahmepreises kann auch in besonderen Fällen auf Antrag des betreffenden Anteilseigners mittels einer Sachausschüttung erfolgen, deren Bewertung vom Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zu bestätigen ist und wobei die Gleichbehandlung aller Anteilseigner sichergestellt sein muß.

Der Verwaltungsrat kann festlegen, daß Anteile verschiedener Teilfonds und, innerhalb eines Teilfonds, Anteilskategorien eine unterschiedliche maximale Ausgabe-/Rücknahmegebühr haben können.

Art. 27. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft erfolgen in Euro. Falls gemäß Artikel 5 verschiedene Teilfonds bestehen deren Anteilswerte in anderen Währungen als Euro ausgedrückt werden, werden diese in Euro umgerechnet und in dem konsolidierten geprüften Jahresabschluss in Euro ausgedrückt, einschliesslich der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrech-

nung, der mit dem Bericht des Verwaltungsrats allen Anteilseignern 15 Tage vor jeder Generalversammlung zur Verfügung gehalten wird.

Art. 28. Gewinnverteilung. Die getrennten Versammlungen der Anteilseigner der jeweiligen Teilfonds beschließen auf Antrag des Verwaltungsrats über die Verwendung des Nettogewinnes der jeweiligen Teilfonds wobei jeweils die Eigner thesaurierender Anteile und die Eigner ausschüttender Anteile getrennt beschließen. Die Ergebnisse der Gesellschaft können ausgeschüttet werden, insoweit das wie unter Artikel 5 oben definierte Mindestkapital der Gesellschaft nicht berührt wird.

Wenn Dividenden für die ausschüttenden Anteile eines Teilfonds erklärt werden, werden die Verkaufs- und Rücknahmepreise der ausschüttenden Anteile dieses Teilfonds angepasst. Bei den thesaurierenden Anteilen erfolgen keine Ausschüttungen. Vielmehr wird der den thesaurierenden Anteilen zugeordnete Wert zugunsten ihrer Anteilseigner reinvestiert.

Zwischendividenden können zu jeder Zeit durch Verwaltungsratsbeschluß ausbezahlt werden.

Falls Dividenden erklärt werden, werden diese grundsätzlich in der Währung des Inventarwertes des betreffenden Teilfonds bezahlt, können jedoch auch in einer anderen, vom Verwaltungsrat zu beschließenden Währung, an den von demselben festgelegten Orten und Zeiten bezahlt werden.

Der Verwaltungsrat kann den zur Umrechnung der Dividendenbeträge in die Währung ihrer Zahlung anwendbare Wechselkurs festlegen.

Es werden keine Ausschüttungen vorgenommen, wenn der Nettoinventarwert der Gesellschaft dadurch unter das vom Gesetz vorgesehene Minimum fällt.

Art. 29. Namensgebung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann Verträge mit Gesellschaften von ESAF - Espírito Santo Activos Financeiros, SGPS, S.A. abschließen, im Rahmen derer diese der Gesellschaft bei der Führung ihrer Geschäfte umfassende Dienste leistet. Falls diese Verträge aus irgendeinem Grunde gekündigt werden und die ESAF Gruppe aufhört für die Gesellschaft Dienstleistungen zu erbringen oder sie zu unterstützen, ist die Gesellschaft verpflichtet, auf erste Aufforderung der ESAF Gruppe hin, ihren Namen in eine Firmenbezeichnung zu ändern, die das Wort „ESAF“ nicht mehr enthält.

Art. 30. Ausschüttung bei Auflösung. Falls die Gesellschaft aufgelöst wird, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, die von der Generalversammlung benannt werden, die eine solche Auflösung beschließt und Vollmachten und Entgelte festlegt. Der Nettoerlös der Liquidation bezogen auf jeden Teilfonds bzw. jede Anteilskategorie wird unter den Anteilseignern jedes Teilfonds und jeder Anteilskategorie im Verhältnis ihrer Anteile in den bezüglichen Teilfonds bzw. Anteilskategorien aufgeteilt.

Art. 31. Satzungsänderung. Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Anteilseigner der Gesellschaft abgeändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, daß die im Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 in seiner jeweils neuesten Fassung (das „Gesetz von 1915“) vorgesehenen Bedingungen über die Beschlussfähigkeit und die Mehrheiten in der Abstimmung eingehalten werden.

Alle Änderungen der Rechte von Anteilseignern eines Teilfonds im Verhältnis zu denjenigen eines anderen Teilfonds können nur erfolgen, falls diese mit den im Gesetz von 1915 für Satzungsänderungen vorgesehenen Bedingungen auch im betroffenen Teilfonds erfüllt sind.

Art. 32. Allgemein. Alle Angelegenheiten, die nicht durch diese Satzung geregelt sind, werden gemäß dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2002 geregelt.

Uebergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2010.

Die erste jährliche Generalversammlung findet statt im Jahre 2011.

Anfangskapital - Kapitalzeichnung

Das Anfangskapital beträgt EUR 31.000.- (einunddreißigtausend Euro) eingeteilt in 310 (dreihundertzehn) Aktien ohne Nennwert.

Die Erschienenen haben die Aktien wie folgt gezeichnet und eingezahlt:

Aktionär	gezeichnetes Kapital EUR	Anzahl bezahlter Aktien
Capital Mais - Assessoria Financeira S.A.	31.000	310
Gesamt:	31.000	310

Diese Aktien wurden vollständig durch Barzahlung einbezahlt, so dass der Betrag von einunddreißig Euro (EUR 31.000,-) der Gesellschaft zur freien Verfügung steht. Dies wurde dem Notar, welcher die vorliegende Urkunde ausfertigt, bestätigt.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes von 1915 erfüllt sind.

Kosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die unter irgendeiner Form der Gesellschaft zu Lasten fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, werden auf EUR 7,500 geschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann hat der Erschienene, welcher das gesamte Aktienkapital vertritt und welcher sich als rechtens einberufen bekennt, folgende Beschlüsse getroffen.

Erster Beschluss

Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden für eine Amtszeit bis zur nächsten jährlichen Hauptversammlung ernannt:

Name	Beruf	Beruflich wohnhaft
Fernando Coelho	Chief Executive Officer, ESAF-Espírito Santo Activos Financeiros SGPS S.A.	Av. Alvares Cabral N°41 P-1250 Lissabon
Pedro Costa	Director, ESAF-Espírito Santo Activos Financeiros SGPS S.A.	Av. Alvares Cabral N°41 P-1250 Lissabon
Pedro Arbués	Head of Investments-Equity, ESAF-Espírito Santo Activos Financeiros SGPS S.A.	Av. Alvares Cabral N°41 P-1250 Lissabon
José Ricardo Salgado	Sub-Director Investments-Equity, ESAF-Espírito Santo Activos Financeiros SGPS S.A.	Av. Alvares Cabral N°41 P-1250 Lissabon
Rita Barbosa	Director, ESAF-Espírito Santo Activos Financeiros SGPS S.A.	Av. Alvares Cabral N°41 P-1250 Lissabon

Herr Fernando Coelho wird zum Vorsitzenden der Verwaltungsrats ernannt.

Zweiter Beschluss

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

Dritter Beschluss

Bis zur nächsten jährlichen Hauptversammlung wird KPMG, société à responsabilité limitée, mit einer Adresse in Luxemburg, 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (RCS Luxembourg B 103065) als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft benannt.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, stellt hiermit fest, daß auf Anfrage der obengenannten erschienenen Person, die vorliegende Ausfertigung in Englisch ausgedrückt ist, welcher eine deutsche Übersetzung beiliegt. Auf Anfrage derselben erschienenen Person und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist der englische Text maßgebend.

Hierauf wurde die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg aufgesetzt, an dem Tag wie anfangs in diesem Dokument eingetragen.

Nachdem das Dokument der erschienenen Person vorgelesen wurde, die dem Notar bekannt ist durch ihren Namen, Vornamen, zivilen Status und ihrer Herkunft, hat diese Person zusammen mit uns, Notar, die hier vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: C. GADISSEUR und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 août 2010. Relation: LAC/2010/36995. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. SCHUMACHER.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 31. August 2010.

Référence de publication: 2010114705/1443.

(100130290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2010.

von der Heydt Kersten Invest, Fonds Commun de Placement.

Das konsolidierte Sonderreglement des von der Heydt Kersten Invest - ALL ASSETS zum 26. Juli 2010 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Als Verweis zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010117087/8.

(100132196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Verdi, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 26.262.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 8.30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du mardi 13 avril 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112294/1267/15.

Zola Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 77.869.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 8.20 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du vendredi 7 mai 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112295/1267/15.

von der Heydt Kersten Invest, Fonds Commun de Placement.

Das konsolidierte Sonderreglement des von der Heydt Kersten Invest - Accura AF1 zum 26. Juli 2010 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010117089/8.

(100132202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Andrea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 114.454.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 9.40 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du mardi 1^{er} juin 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112305/1267/15.

Digital Assets Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 89.977.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 9.20 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du vendredi 14 mai 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112306/1267/15.

Global Corporate Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 113.751.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 10.20 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du mercredi 16 juin 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112307/1267/15.

Immobilière des Sables S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 86.289.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu lundi 20 septembre 2010 à 9.50 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du mardi 1^{er} juin 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112308/1267/15.

von der Heydt Kersten Invest, Fonds Commun de Placement.

Das konsolidierte Verwaltungsreglement zum 26. Juli 2010 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Als Verweis zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010117090/8.

(100132204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Fortuna Select Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 88.201.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui doit se tenir le 10 septembre 2010 à 14.30 h au siège social de la société, 69, route d'Esch, Luxembourg

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 avril 2010
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux Administrateurs et Auditeurs pour l'exercice clôturé au 30 avril 2010
5. Nominations statutaires
6. Rémunération Dirigeants
7. Divers

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire et les décisions seront adoptées, si elles sont approuvées par la majorité des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire jusqu'au 6 Septembre 2010 auprès de FORTUNA SELECT FUND, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, à l'attention de Mme Maud Bottger.

FORTUNA SELECT FUND
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2010114920/755/25.

Albion 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 122.639.

Auszug aus der Gesellschafterversammlung vom 06. Juli 2010

Der Sitz der Gesellschaft wird von 6, Place de Nancy, L-2212 Luxembourg nach 13, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg verlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Juli 2010.

Für die Gesellschaft

Référence de publication: 2010089837/13.

(100099949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

AltaLux Italy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 118.118.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 25 mai 2010

1. M. Eric MAGRINI a démissionné de son mandat de gérant.
2. M. Xavier SOULARD, administrateur de sociétés, né à Châteauroux (France), le 14 août 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

Veuillez prendre note de la nouvelle adresse de la société en commandite par actions ALTAREA, gérante, qui se situe désormais à F-75008 Paris, 8, Avenue Delcassé.

Veuillez prendre note de la nouvelle adresse de la société par actions simplifiée Alta Développement Italie S.A.S., associée unique, qui se situe désormais à F-75008 Paris, 8, Avenue Delcassé.

Pour extrait sincère et conforme

Pour AltaLux Italy S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2010089822/19.

(100099853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

BP Capellen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8309 Capellen, Aire de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 95.609.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société tenue en date du 11 juin 2010 que:

1) La société Ernst & Young, établie et ayant son siège social à L-5365 MUNSBACH - 7, Parc d'Activité Syrdall, est renommée au poste de réviseur des comptes pour l'exercice 2010.

Luxembourg, le 5 juillet 2010.

POUR LE CONSEIL DE GERANCE

Nicolas SCHAEFFER

Par mandat

Référence de publication: 2010089892/15.

(100099987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Crest Capital S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 144.025.

—
Extrait des minutes du conseil d'administration tenu au siège social de la société le 20 avril 2010 à 17h00

En date du 24 décembre 2008, la Société PKF Abax Audit ayant son siège social au 6, place de Nancy L-2212 Luxembourg, enregistrée au au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 27761, réviseur externe de la Société, a fusionné avec Zotan Audit ayant son siège social au 6, place de Nancy L-2212 Luxembourg enregistré au au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 142867.

Le nom de l'entité qui survit après la fusion est PKF Abax Audit (n° B 142867).

Le conseil d'administration décide de nommer PKF Abax Audit, ayant son siège social au 6, place de Nancy L-2212 Luxembourg (enregistré désormais au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 142867), en tant que réviseur externe de la Société concernant l'audit des comptes annuels se clôturant au 31 décembre 2010.

A Luxembourg, le 2 juillet 2010.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2010090937/20.

(100101160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

Gemini Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 141.589.

—
CLOTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 1^{er} juillet 2010, enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2010, LAC/2010/29384, aux droits de soixante-quinze euros (75.-EUR), que la société "GEMINI HOLDING S.A. (en liquidation)", R.C.S. Luxembourg Numéro B 141589, ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Me Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 septembre 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2429 du 4 octobre 2008.

a été clôturée et que par conséquence la société est dissoute.

Les livres et documents de la société resteront conservés pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la liquidation auprès de Fiducenter S.A., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, inscrite au RCS Luxembourg sous le numéro B62780.

POUR EXTRAIT CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Référence de publication: 2010090008/22.

(100099822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Sigma Conso Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 140.176.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue de façon extraordinaire en date du 03 juin 2010

5^{ème} résolution:

L'Assemblée Générale décide de requalifier avec effet immédiat Madame Annie FRERE en Administrateur de catégorie B en lieu et place d'Administrateur de catégorie A. L'Assemblée Générale confirme que son mandat arrivera à échéance en 2014.

7^{ème} résolution:

L'Assemblée Générale décide d'accepter la démission avec effet immédiat de Messieurs Philippe RICHELLE et Nadim SAMAHA, demeurant tous les deux professionnellement au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg de leur fonction d'Administrateur de catégorie B de la société.

8^{ème} résolution:

L'Assemblée Générale décide de nommer avec effet immédiat Monsieur Allen WHITE, demeurant au 13, rue du Cortil Bailly, B-1380 Lasne, Belgique en qualité d'Administrateur de catégorie B. L'Assemblée Générale décide que son mandat expirera lors de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire en 2014.

9^{ème} résolution:

L'Assemblée Générale décide d'accepter la démission avec effet immédiat de Madame Annette MICHELS, demeurant au 13, rue de Peppange, L-3378 Livange de sa fonction de commissaire au sein de la société.

10^{ème} résolution:

L'Assemblée Générale décide de nommer avec effet immédiat en son remplacement la société H.R.T. Révision S.A., Société Anonyme ayant son siège social 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg à la fonction de commissaire de la société. L'Assemblée Générale décide que son mandat expirera lors de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 juin 2010.

Pour SIGMA CONSO LUXEMBOURG S.A.

Madame Annie FRERE / Monsieur Philippe RICHELLE

Administrateur de catégorie A / Administrateur de catégorie B

Référence de publication: 2010090759/32.

(100099752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Alexander Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 121.638.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010090822/9.

(100101337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

Henfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 23.731.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 3 mars 2010

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme :

- Monsieur Karl CHOQUET, demeurant au 7, rue du Rond-Point, B-6110 MONTIGNY LE TILLEUL, aux fonctions d'administrateur
- Monsieur Michel THOMAS, avec adresse professionnelle au 21, rue Ducale, B1000 Bruxelles, aux fonctions d'administrateur
- Monsieur Robert RECKINGER, avec adresse professionnelle au 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur
- Monsieur Jacques RECKINGER, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2015.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2010090042/22.

(100099951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Pramerica Real Estate Investors (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 28.214.

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires de la Société tenue le 21 juin 2010 que:

1. Les mandats des administrateurs-délégués de la Société, notamment les mandats de:

- M. Oliver MAY, ayant son adresse professionnelle au 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, et
- M. Dirk RUPPERT, ayant son adresse professionnelle au 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

ont été renouvelés avec effet au 21 juin 2010 pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui décidera de l'approbation des comptes annuels de l'exercice social prenant fin le 31 décembre 2010 et qui se tiendra en l'année 2011.

2. Les mandats des administrateurs de la Société, notamment les mandats de:

- M. Jobst BECKMANN, ayant son adresse professionnelle au 1, Wittelsbacherplatz, D-80333 Munich,
- M. Oliver MAY, ayant son adresse professionnelle au 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg,
- M. Jan-Baldem MENNICKEN, ayant son adresse professionnelle au 1, Wittelsbacherplatz, D-80333 Munich, et
- M. Dirk RUPPERT, ayant son adresse professionnelle au 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg,

ont été renouvelés pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui décidera de l'approbation des comptes annuels de l'exercice social prenant fin le 31 décembre 2010 et qui se tiendra en l'année 2011.

Au vu de ce qui précède, le conseil d'administration de la Société est composé au 21 juin 2010 de M. Jobst BECKMANN, M. Oliver MAY, M. Jan-Baldem MENNICKEN et M. Dirk RUPPERT.

3. Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 65.477, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société a été renouvelé pour l'exercice social prenant fin le 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 6 juillet 2010.

Oliver MAY / Dirk RUPPERT

Administrateur délégué / Administrateur délégué

Référence de publication: 2010091590/32.

(100100903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

Integra Consultancy Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 59.616.

—
Extrait de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le mardi 29 juin 2010

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue extraordinairement en date du 29 juin 2010 que:

Le mandat des Administrateurs venant à échéance, l'Assemblée a décidé d'appeler aux fonctions d'Administrateur et de réélire les personnes suivantes:

- Monsieur André ROPTIN, demeurant 25, Clos de Baine, F-54700 Norroy-les-Pont-à-Mousson,
- Monsieur Christian HENRY, demeurant 779, route de Norroy, F-54700 Pont-à-Mousson,
- Monsieur Paul KYTHREOTIS, demeurant 14, Dimitriou Karaoli, 7530 Ormidhia, Larnaca, Cyprus.

Le mandat des administrateurs prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2015.

Le mandat du Commissaire venant à échéance, l'Assemblée a décidé d'appeler au poste de Commissaire et de réélire la personne suivante:

- La société CD-SERVICES S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, au 4, Rue Jean-Pierre Brasseur. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2010090098/25.

(100099910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Luxroyal Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 57.636.

—
Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle tenue de manière anticipative à Luxembourg le 9 avril 2010 à 14:30 heures.

Il résulte dudit procès-verbal que:

- Le mandat de M. Matthijs BOGERS, né le 24 novembre 1966 à Amsterdam, Pays-bas avec adresse professionnelle au 47, Boulevard Royal, L-2449, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en tant qu'administrateur et administrateur délégué de la société est reconduit pour une période de 6 ans;

- Le mandat de M. Stéphane HEPINEUZE, né le 18 juillet 1977 à Dieppe, France avec adresse professionnelle au 47, Boulevard Royal, L-2449, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en tant qu'administrateur et administrateur délégué de la société est reconduit pour une période de 6 ans;

- Le mandat de M Kemal AKYEL, né le 2 juin 1977 à Beringen, Belgique avec adresse professionnelle au 47, Boulevard Royal, L-2449, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en tant qu'administrateur et administrateur délégué de la société est reconduit pour une période de 6 ans;

- La nomination de Audex S.à r.l., Société de Droit Luxembourgeois, avec siège social au 23, Boulevard Docteur Charles Marx, L-2130 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerces et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 64276 en tant que commissaire de la société est acceptée pour une période de 6 ans.

- Les mandats des administrateurs, administrateurs délégués et commissaires arriveront à échéance lors de l'Assemblée Générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 30 juin 2010.

Luxroyal Management S.A.

Représenté par M. Matthijs BOGERS

Administrateur délégué

Référence de publication: 2010091549/29.

(100100940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

Integra Consultancy Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 59.616.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg le mardi 29 juin 2010

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration qui s'est tenue en date du 29 juin 2010 que:

1 - Le Conseil d'Administration a décidé de nommer en son sein Monsieur HENRY Christian à la fonction du Président du Conseil d'Administration.

2 - Le Conseil d'administration a décidé de nommer à la fonction d'administrateur-délégué:

- Monsieur Christian HENRY, demeurant 779, route de Norroy, F-54700 Pont-à-Mousson.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2010090099/19.

(100099910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Jesa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 55.209.

—
Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 25 juin 2010

1. M. Hugo FROMENT a démissionné de son mandat d'administrateur.

2. Mme Mounira MEZIADI, administrateur de sociétés, née à Thionville (France), le 12 novembre 1979, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Luxembourg, le 5 juillet 2010.

Pour extrait sincère et conforme

Pour JESA S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2010090113/16.

(100099884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Big Smile S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 77.194.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 15 juin 2010

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Fabio Massimo Vitali, administrateur de sociétés, avec adresse au 3-5 J.Huguet, Esplugas (Espagne), de Monsieur Gino Bruschi, administrateur de sociétés, avec adresse au 130, Via F.Corriconi, Pescara (Italie), de Monsieur Danilo Di Cesare, administrateur de sociétés, avec adresse 130, Via F.Corriconi, Pescara et de Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social au 5, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 50, route d'Esch à L-1470 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2010.

Luxembourg, le 15 juin 2010.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010090868/19.

(100101240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

Autumnleaf S. à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 138.095.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010090808/10.

(100101217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

ACLF / Lyondell Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 145.023.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010090812/10.

(100101158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

ACLF Co-Invest / Lyondell Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 144.973.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010090813/10.

(100101159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

ACP Auto Carrosserie et Peinture S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3230 Bettembourg, 105, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 43.498.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010090814/10.

(100101291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

SB-Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 104.575.

Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 30 avril 2010 à Windhof

Les administrateurs de la société anonyme SB-FINANCE ont pris la résolution suivante :

Les administrateurs décident de transférer à compter du 1^{er} mai 2010 le siège social de la société de L-8399 WINDHOF, Route d'Arlon, 2 à L-8399 WINDHOF, Bâtiment Alto, Rue des 3 Cantons, 11.

Pour extrait conforme

Pour SB-FINANCE

Référence de publication: 2010090253/13.

(100099972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Tramacor S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 45.615.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 1^{er} juin 2010

L'Assemblée appelle aux fonctions d'administrateur Monsieur René SCHLIM, 40, Boulevard Joseph II, L-1840, Luxembourg en remplacement de Monsieur Luc RODESCH, 40, Boulevard Joseph II, L-1840, Luxembourg. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2010.

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme :

- Monsieur Jacques RECKINGER, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;

- Monsieur Robert RECKINGER, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840, aux fonctions d'administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2010.

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A., société anonyme, 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2010.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2010090309/24.

(100099952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Ambiance Sun, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4830 Rodange, 3, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 87.748.

—
Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010090830/9.

(100101025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

Apollo Asia (Lux) SPV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 144.405.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010090805/10.

(100101216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

ACP Occasions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3230 Bettembourg, 105, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 68.491.

—
Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010090815/10.

(100101292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

**Qarlbo Associates S.A., Société Anonyme,
(anc. Karlbo Associates S.A.).**

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 67.935.

In the year two thousand and ten, on the twenty-ninth of June.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned,

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of the public limited company governed by the laws of Luxembourg "KARLBO ASSOCIATES S.A.", established and having its registered office in L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer, inscribed in the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 67935, (the "Company"), has been incorporated pursuant to a deed of M^e Alphonse LENTZ, notary then residing in Remich, on the 24th of December 1998, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 194 of the 23rd of March 1999,

and whose articles of association have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of Me Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, on the 13th of April 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1378 of the 18th of July 2006.

The Meeting is presided by Mr. Eric LECLERC, employee, residing professionally in Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary Mrs. Diane WUNSCH, employee, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer Mrs. Martine KAPP, employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state the following:

A) That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1) Change of the Company's denomination from "KARLBO ASSOCIATES S.A." into "QARLBO ASSOCIATES";

2) Amendment of the first paragraph of article 1 of the statutes, which henceforth will read as follows:

" **Art. 1. (First paragraph).** There exists a company in the form of a "société anonyme" under the name of "QARLBO ASSOCIATES"."

B) That the shareholders, present or represented, as well as the number of their shares held by them, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the Meeting and the officiating notary.

C) That the proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the members of the board of the Meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital being present or represented at the present Meeting and that all the shareholders, present or represented, declare having had due notice and got knowledge of the agenda prior to this Meeting and waiving to the usual formalities of the convocation, no other convening notice was necessary.

E) That the present Meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting decides to change the Company's name from "KARLBO ASSOCIATES S.A." into "QARLBO ASSOCIATES".

Second resolution

In order to reflect such change of the Company's name, the Meeting decides to amend article 1, first paragraph, of the Company's articles of association, such as follows:

" **Art. 1. (First paragraph).** There exists a company in the form of a "société anonyme", under the name of "QARLBO ASSOCIATES"."

There being no further business on the agenda, the Chairman has adjourned the Meeting.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at nine hundred and thirty Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-neuf juin.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l' "Assemblée") de la société anonyme régie par les lois du Luxembourg "KARLBO ASSOCIATES S.A.", établie et ayant son siège social à L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 67935, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Alphonse LENTZ, notaire alors de résidence à Remich, en date du 24 décembre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 194 du 23 mars 1999,

et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 13 avril 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1378 du 18 juillet 2006.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Eric LECLERC, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Diane WUNSCH, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutatrice Madame Martine KAPP, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour

- 1) Modification de la dénomination sociale de "KARLBO ASSOCIATES S.A." en "QARLBO ASSOCIATES";
- 2) Modification de l'article 1^{er}, premier alinéa, des statuts, de sorte que ce dernier se lise désormais comme suit:

" **Art. 1^{er} . (Premier alinéa).** Il existe une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de "QARLBO ASSOCIATES"."

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination de la Société de "KARLBO ASSOCIATES S.A." en "QARLBO ASSOCIATES".

Deuxième résolution

Afin de refléter ce changement de nom, l'Assemblée décide de modifier l'article premier (1^{er}), premier alinéa, des statuts de la Société comme suit:

" **Art. 1^{er} . (Premier alinéa).** Il existe une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de "QARLBO ASSOCIATES"."

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour, le Président a ajourné l'Assemblée.

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à neuf cent trente euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: E. LECLERC, D. WUNSCH, M. KAPP, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 juillet 2010. LAC/2010/29249. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 12 juillet 2010.

Référence de publication: 2010091960/122.

(100102290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

BP Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8309 Capellen, Aire de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 45.782.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société qui s'est tenue en date du 11 juin 2010 que:

1) les mandats des membres du conseil d'administration venus à expiration en 2010 sont reconduits pour une durée de trois (3) ans. Dorénavant le conseil d'administration se compose comme suit:

- Monsieur Uwe Franke, Président et Administrateur, né le 19.01.1949 à Hambourg (Allemagne), avec adresse professionnelle à D-44789 BOCHUM, Allemagne, Deutsche BP AG, Wittener Straße 45 (nommé au conseil depuis l'année 2008 jusqu'à l'assemblée annuelle qui se tiendra en 2011);

- Monsieur Romain HOFFMANN, Administrateur-Délégué et Administrateur, avec adresse professionnelle à L-8309 Capellen, Aire de Capellen (renommé jusqu'en 2013);

- Monsieur Hendrik MUIJLIERMAN, né le 17.02.1961 à Deventer, NL, avec adresse professionnelle à Rivium Boulevard, 301 - 2909 LK Capelle aan den IJssel (renommé jusqu'en 2013);

- Monsieur Daniel ODOGWU, né le 07.01.1966 à Londres, avec adresse professionnelle à D-40489 Düsseldorf, Lo-hauser Deich 90A (nommé jusqu'en 2013);

2) le conseil d'administration est autorisé à confier le mandat d'administrateur délégué à Monsieur Romain HOFFMANN pour la gestion journalière de la société jusqu'en 2013;

3) Le mandat de la société Ernst & Young, établie et ayant son siège social à L-5365 MUNSBACH - 7, Parc d'Activité Syrdall, en tant que commissaire aux comptes est reconduit pour statuer sur l'exercice 2010.

Luxembourg, le 5 juillet 2010.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nicolas SCHAEFFER

Référence de publication: 2010090872/28.

(100100908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.
